

GLOBE

LE DOSSIER

L'Union européenne et le monde

L'INSTITUT

Nouvel accord avec l'Université de Yale

THE
GRADUATE
INSTITUTE
GENEVA

INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

ÉDITORIAL

- 02** Le renforcement de la place universitaire genevoise – *Philippe Burrin*

L'INSTITUT

- 03** New Agreement Signed with Yale University
04 Nouveaux professeurs
06 Teaching at the Graduate Institute: A Blessing and a Challenge – *Joost Pauwelyn*
08 Bourse des collaborateurs de l'Institut
09 Mamadou Hébié, ancien étudiant, reçoit le prix Paul Guggenheim

LA MAISON DE LA PAIX

- 10** Entretien avec Scott Weber, directeur d'Interpeace

LE DOSSIER – L'Union européenne et le monde

- 14** The EU and the World: An Introduction – *Cédric Dupont*
16 Repenser la coopération euro-africaine – *Déliqji Éric Degila*
17 UE-Suisse: le fond de l'impasse? – *Cédric Dupont*
18 "Ressentiment": Understanding Russia's Attitude to the EU – *Andre Liebich*
20 L'implosion de l'Union européenne: une mauvaise passe? – *Charles Wyplosz*
22 Accountability in Global Governance: Europe as Laboratory, Vanguard, or Obstacle? – *Nico Krisch*
24 Network Diplomacy and Network Power: A Chance for the EU? – *Stephanie C. Hofmann*
26 SDGs: Putting Health at the Heart of EU Foreign and Security Policy – *Iлона Kickbusch*

LES CONFÉRENCES DE L'INSTITUT

- 28** Les défis de l'Union européenne | José Manuel Barroso
29 La reprise en Europe | Philipp Hildebrand

LA RECHERCHE

- 30** Réfugiés afghans en Europe: « Il faut repenser le règlement de Dublin » – *Entretien avec Alessandro Monsutti*
32 Europe: The Nationalism of the Rich – *Interview with Emmanuel Dalle Mulle*
33 Les revues de l'Institut
35 Nouvelles parutions

LES ALUMNI

- 41** Portrait – *Matthias Stiefel*
42 Le Comité de l'Association des anciens est renouvelé
43 A Great Life Lesson from Nelson Mandela

Le renforcement de la place universitaire genevoise

Philippe Burrin

Directeur de l'Institut

Le partenariat entre l'Institut et l'Université de Genève vient d'être renforcé par la révision de la convention qui les lie et dont l'une des conséquences notables sera l'immatriculation par l'Institut de ses étudiants à partir de l'automne prochain.

C'est le point d'aboutissement de la politique impulsée par les autorités de Berne et de Genève en vue de la création d'un nouvel Institut à l'autonomie pleinement reconvenue et dont les étapes principales ont été l'accréditation fédérale en 2009 et la reconnaissance par le Parlement genevois en 2012 d'un statut de haute école.



La signature de la nouvelle convention donne un socle à un partenariat fondé sur des intérêts communs, par-delà la différence de taille et de profil. L'Université est une grande institution publique qui embrasse l'ensemble des domaines du savoir, auxquels elle donne

légitimement une dimension internationale dans l'intérêt d'un corps étudiant national et international. L'Institut est une fondation de droit privé qui n'offre pas d'études au niveau du bachelor et qui est spécialisée dans la dimension internationale des sciences sociales, avec un recrutement mondial de ses étudiants.

Entre les deux institutions, la collaboration s'est fortement développée au cours des dix dernières années. Elle a pris notamment la forme de trois centres conjoints (l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains, le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire et le Centre sur le règlement des différends internationaux) auxquels s'attellent des compétences

de part et d'autre pour produire un impact qui ne serait pas obtenu isolément. Elle se marque également dans l'accueil réciproque d'étudiants et la participation croisée de professeurs aux programmes d'enseignement de l'autre institution.

Ce partenariat a de l'avenir, car il est fondé sur des intérêts communs, au premier rang desquels il faut mettre la défense de la mission universitaire et la promotion de la place genevoise. Au niveau national, les deux institutions auront à cœur de renforcer les intérêts de Genève au sein des organismes de pilotage des hautes écoles. À l'extérieur de la Suisse, elles mettront en avant l'éventail des formations qu'elles offrent dans le domaine des études internationales. En s'appuyant sur leur différence et leur complémentarité, elles feront rayonner la place universitaire genevoise et sa contribution à la connaissance des grands défis du monde contemporain.



L'INSTITUT

New Agreement Signed with Yale University

The Graduate Institute, Geneva, is pleased to announce the signature of a cooperative agreement with the Jackson Institute for Global Affairs at Yale University. This will reinforce the long-lasting partnership that started in 2006 in the form of student exchanges between Yale University and the Graduate Institute in which about 30 students have participated.

This new agreement allows graduating Yale seniors to complete a master's degree at the Graduate Institute in one year after having completed their four-year bachelor's degree in Global Affairs at the Jackson Institute.

This programme is ideal for students intending to pursue careers in international affairs or development studies, particularly in government agencies, public corporations, economic and development institutions, and related consulting organisations.

PHILIPPE BURRIN

Director of the Graduate Institute

“I am very glad about the signature of this agreement as it will strengthen the cooperation with Yale University. We look forward to working with the Jackson Institute, which has made its way up to the top programmes in international relations.”

JAMES LEVINSOHN

Director of the Jackson Institute

“This is a phenomenal opportunity for some of our best students to earn a world-class graduate degree. The Graduate Institute, Geneva, is one of Europe's most outstanding institutes, with proximity to the UN and key NGOs and agencies.”

Nouveaux professeurs

VINH-KIM NGUYEN (France)

Professeur d'anthropologie et sociologie du développement
Doctorat en médecine de l'Université de Montréal et doctorat en anthropologie médicale de l'Université McGill

Vinh-Kim Nguyen est médecin d'urgence, spécialiste du VIH et anthropologue de la santé. En sa double qualité de praticien et de chercheur, il s'intéresse aux relations entre sciences, politiques et pratiques dans le domaine de la santé mondiale. Il bénéficie actuellement d'une subvention (Consolidation Grant) du Conseil européen de la recherche pour mener une recherche sur les sciences et la politique dans un monde sans sida et dirige une équipe d'anthropologues étudiant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Professeur à la School of Public Health de l'Université de Montréal, Vinh-Kim Nguyen est aussi titulaire d'une chaire honorifique de la Maison des sciences de l'homme à Paris, qui accueille des chercheurs travaillant sur les questions de santé mondiale.



Dès 1994 le professeur Nguyen a beaucoup travaillé avec des organisations communautaires actives contre le sida en Afrique de l'Ouest. Cette expérience a nourri sa recherche anthropologique sur la lutte mondiale contre le VIH/sida, et en particulier ses formes de tri et donc de pouvoir. Il recourt à l'épidémiologie moléculaire, à la santé mondiale et aux théories sociales pour prôner un changement de paradigme dans l'éradication des maladies infectieuses.

Auteur de *The Republic of Therapy: Confession, Triage and Sovereignty in West Africa's Time of AIDS* (Duke University Press, 2010), il a aussi publié *An Anthropology of Biomedicine* (Blackwell, 2010) avec Margaret Lock, *The Fourth Wave: Violence, Gender, Culture and HIV in the 21st Century* (UNESCO, 2009) avec Jennifer Klot, ainsi que de nombreux articles dans des revues biomédicales et anthropologiques.

PATRICIA SPYER (Pays-Bas, États-Unis)

Professeur d'anthropologie et sociologie du développement
Doctorat de l'Université de Chicago



Patricia Spyer a fait ses études aux Pays-Bas et aux États-Unis. Avant de rejoindre l'Institut, elle occupait depuis 2001 la chaire d'anthropologie culturelle de l'Indonésie contemporaine à l'Université de Leyde et a enseigné de 1993 à 2000 au Research Center Religion and Society de l'Université d'Amsterdam, dont elle a été un membre fondateur. Elle a également été William Rainey Harper Fellow au College de l'Université de Chicago de 1992 à

1993, Global Distinguished Professor au Center for Religion and Media et au département d'anthropologie de l'Université de New York entre 2009 et 2012, et chercheur invité au Humanities Research Centre de l'Université nationale australienne en 2014.

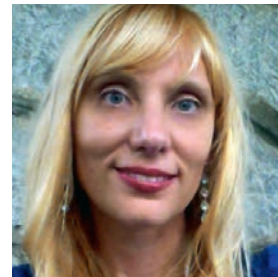
Parmi les ouvrages de Patricia Spyer figure *The Memory of Trade: Modernity's Entanglements on an Eastern Indonesian Island* (Duke, 2000). Elle a édité *Border Fetishisms: Material Objects in Unstable Spaces* (Routledge, 1998) et coédité le *Handbook of Material Culture* (Sage, 2013 [2006]) ainsi que *Images That Move* (SAR Press, 2013). Ses publications ont pour thèmes la violence, les médias et la culture visuelle, la matérialité et la religion. Elle travaille actuellement à un livre intitulé *Orphaned Landscapes: Violence, Visuality, and the Work of Appearances in Post-Authoritarian Indonesia*.

Le professeur Spyer siège au comité éditorial de l'*Annual Review of Anthropology*, au conseil consultatif de la Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research et au conseil de la Fondation Prince Claus.



CAROLYN BILTOFT (États-Unis)

Professeur assistant d'histoire internationale
Doctorat de l'Université de Princeton



Détentrice d'un doctorat en histoire du monde moderne de l'Université de Princeton (2010), Carolyn Biltoft a été professeur assistant à l'Université d'État de Géorgie de 2009 à 2015 avant de rejoindre l'Institut. Ses travaux portent sur la dynamique du capitalisme mondial depuis 1850, abordée sous l'angle de l'histoire intellectuelle et culturelle. Elle s'intéresse particulièrement aux façons dont les individus et les institutions ont réagi à la masse des phénomènes rassemblés sous le terme de mondialisation, leur ont donné un sens et finalement les ont influencés. Carolyn Biltoft prépare actuellement un ouvrage intitulé *Global Flesh and Spirit: The Information Age as Seen from the League of Nations, 1918-1939*, dont la parution est prévue dans le courant de l'année.



FUAD ZARIYEV (Azerbaïdjan)

Professeur assistant de droit international
Doctorat de l'Institut de hautes études internationales et du développement

Outre son doctorat obtenu à l'Institut, Fuad Zariyev est également titulaire d'un LLM de la Harvard Law School et du diplôme de l'Académie de droit international de La Haye. Il a été auparavant Global Research Fellow à l'École de droit de l'Université de New York et a travaillé en qualité d'avocat collaborateur puis de conseil pour le bureau new-yorkais du cabinet d'avocats international Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP. En cette dernière capacité, il a été avocat et conseil pour des gouvernements et des entreprises publiques auprès de tribunaux internationaux. Il a reçu le Prix James Crawford pour son article « Judicial Activism in International Law », publié dans la revue *Journal of International Dispute Settlement*. Ses domaines d'expertise portent essentiellement sur la gouvernance et le droit transnationaux, la théorie du droit international, le comportement judiciaire dans l'ordre juridique international, l'arbitrage d'investissement ainsi que la théorie et la pratique de l'interprétation des traités.



L'INSTITUT

Teaching at the Graduate Institute

A Blessing and a Challenge

Joost Pauwelyn

Professor of International Law

Teaching at the Graduate Institute is both a blessing and a challenge. Teaching law adds to the complexity. New approaches are emerging: multidisciplinary seminars, legal clinics, use of IT. At the Graduate Institute we get the freedom to be at the cutting edge.

Teaching small groups of only graduate students (Master or PhD level), who were carefully selected before admission, is a true blessing. I have taught in many institutions, both in Europe and the United States, and the overall quality and depth of a classroom at the Graduate Institute is hard to match. The students themselves add to the experience, and each year I learn a lot from them as they come from a wide variety of countries and backgrounds and often have interesting past professional and personal experience.

That diversity is also the main source of the challenge of teaching here: students come with different levels of prior knowledge, some have almost none, others have already worked in the field for half a decade; some are trained lawyers with practical litigation experience, others are economists or historians who attend their first law course. The fact that a standard course only runs for 14 weeks, at less than two hours per week, adds to the challenge.

What makes teaching and learning in the fields that I cover special?

Firstly, ever since I joined the Graduate Institute in 2007, I have co-taught a multidisciplinary course with a colleague from another department, ranging from a law and political science take on international institutions, to a law and economics approach to trade disputes. It takes energy and communication skills to do this but if it works (and sometimes it doesn't!) it is highly rewarding not only for the students but also for the professors. Traditionally we work so much in our disciplinary silos that merely discussing common themes together in a classroom opens surprising doors to new ways of thinking about a problem.

Secondly, most of our law students take up a career in legal practice, be it with a law firm, government, international organisation, company or NGO. By the time they start their graduate studies with us they already have many years of legal training behind them. Yet, for most students this training is limited to theoretical course work. In most law schools, especially in Europe, practical legal skills or experience are not part of the curriculum. Many of our incoming students do not even have legal writing under

their belt. Somehow we assume that all of this will be learnt on the job, at the expense of future employers. I think legal educators have a role to play here too. We produce better lawyers if we also offer them hands-on practical skills of how to analyse and present a problem, how to write a legal brief, how to work in groups and interact with clients. These are the skills we focus on in the *Trade and Investment Law Clinic* I started in 2008. Each year, we carefully select around 15 students (not only law students) who are assigned to a specific legal project submitted to us by a real "client". "Clients" are governments, NGOs, international organisations or small businesses who would otherwise not be able to afford a lawyer. For students it is hard work but they invariably tell me the clinic was one of their best experiences. They not only get to write a real-life legal brief and to present it orally before a distinguished audience; they also get multiple rounds of expert sessions, comments and feedback from me and other experienced people in the field. For me, as a teacher, it ensures a steady stream of ever-changing, cutting-edge problems I can supervise and work on, instead of having to teach the same seminar each year. "Clients" too are happy: they get topnotch legal work, at no cost, and get to test or spread their concerns and ideas in a worldwide network of students and professionals. Doing a successful legal clinic on international law is not easy. At the Graduate Institute we can pull it off: we have the quality and diversity of students and teaching assistants (including linguistic diversity!) and, being in Geneva, we have a rich pool of potential clients and experts to help out.

Thirdly, enhancing student participation and critical thinking is a key objective. A real risk with traditional classroom teaching is that we merely transfer facts from the teaching notes of the professor to the student notes of the audience, without critical internalisation. What has worked in my classroom? Dividing students in weekly "panels" whereby students "on panel" will be called upon to answer questions (otherwise, the same minority of students dominate classroom discussions week after week), having students do oral presentations themselves, introducing midterm exams on which I give feedback (this doubles my exam correction work but forces students to digest materials midterm), doing in-class quizzes using "clickers" whereby students answer multiple choice questions on a personal "clicker" box: once they have provided their (anonymous) answer to the computer (all students, even the shy ones, must answer!), students find a colleague who provided a different answer and discuss the question; after that, they get a second chance to answer the same question; invariably the percentage of correct answers increases, students are forced to apply the knowledge we covered in class to a particular fact pattern and teach each other by engaging in a group discussion.

What I would like to try next? A "flipped classroom", where students are asked to watch an online video and/or do exercises before coming to class, and classroom time is focussed on discussion and problem solving.

Bourse des collaborateurs de l'Institut



Ilay Zehra Yesil.

Depuis 2013, le Conseil de fondation, la direction, le personnel administratif et les enseignants, y compris les professeurs retraités, de l'Institut se mobilisent pour recueillir le montant nécessaire au financement d'une bourse complète pour un étudiant du Sud. Ils marquent ainsi leur solidarité avec les étudiants de l'Institut, en particulier ceux qui ne pourraient pas faire d'études à Genève sans une aide financière.

La bénéficiaire pour cette année académique 2015-2016 est Ilay Zehra Yesil. Originaire de Turquie, cette étudiante de 27 ans est en première année de master en anthropologie et sociologie du développement. Avant de venir à l'Institut, elle a obtenu un bachelor en sociologie de l'Université technique du Moyen-Orient d'Ankara et acquis diverses expériences professionnelles, notamment dans un cabinet de conseil qui analyse les effets des mines de charbon sur le développement de la région du sud-est de la Turquie.

Son premier semestre à l'Institut est une expérience qui a changé sa vie, nous dit Ilay Zehra Yesil. « Je m'étais inscrite à l'Institut pour découvrir des approches alternatives des questions de développement, dans un environnement international et bilingue et en compagnie d'étudiants et de professeurs très différents. Ce qui m'a surtout séduite, ce sont ses programmes de recherche tournés vers la pratique et sa collaboration avec des

organisations internationales pour participer au processus d'élaboration des politiques mondiales. Je me rends compte à présent que je suis au bon endroit.

Dans mon mémoire de master, je vais examiner les réponses des communautés aux politiques de changement social progressif. Puis, une fois mon diplôme en poche, j'aimerais mener des recherches théoriques pour des organisations internationales travaillant à un développement social inclusif. Par ailleurs, j'ai l'intention d'entreprendre un doctorat pour renforcer mes capacités de recherche et approfondir mes connaissances académiques.

Je suis reconnaissante à la communauté de l'Institut pour sa bourse qui a rendu possible cette expérience exceptionnelle. Sans son soutien généreux, je n'aurais pas pu venir à l'Institut. »

Les précédents bénéficiaires ont été Geraldo Aki Takanami De Oliveira, d'origine brésilienne et japonaise, diplômé de l'Université de Tokyo, et Jerik Cruz, originaire des Philippines, diplômé de l'Université Ateneo de Manila.

L'Institut exprime sa reconnaissance à tous ceux qui l'aident à soutenir de jeunes gens talentueux du monde entier et remercie en particulier ses collaborateurs pour leur fidèle engagement.

Mamadou Hébié, ancien étudiant, reçoit le prix Paul Guggenheim



Mamadou Hébié.

La Fondation Paul Guggenheim a été créée en 1979 pour honorer la mémoire de Paul Guggenheim, juriste international de renom et professeur à l'Institut. Tous les deux ans, elle décerne un prix à une thèse de droit international public qui se distingue par sa qualité exceptionnelle et qui est le premier ouvrage marquant d'un jeune auteur en début de carrière.

Le prix de cette année a été attribué à Mamadou Hébié, qui a obtenu son doctorat en droit international en 2013 avec la mention *summa cum laude* et les félicitations du jury pour sa thèse intitulée « Les accords conclus entre les puissances coloniales et les entités politiques locales comme moyens d'acquisition de la souveraineté territoriale », rédigée sous la direction du professeur Marcelo Kohen.

Originaire du Burkina Faso, Mamadou Hébié a pu effectuer ses études à Genève grâce à une bourse octroyée par l'Institut. Il y obtient en 2006 le master de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève, puis en 2007 le diplôme d'études approfondies de l'Institut et reçoit pour son mémoire, intitulé « Les accords conclus entre les puissances coloniales et les chefs locaux », le prix Mariano Garcia Rubio attribué chaque année par le département de droit international. Mamadou Hébié est également diplômé de l'Académie de droit international de La Haye et de la Harvard Law School.

Avec l'obtention du prix Guggenheim, Mamadou Hébié perpétue une tradition d'excellence académique puisque trois personnes de l'Institut, qui sont par la suite devenues professeurs, ont déjà reçu cette distinction : Peter Haggemacher (1981), Marcelo Kohen (1997) et Joost Pauwelyn (2007).

« Je suis très honoré de ce prix qui est le témoignage du dynamisme du département de droit international. La richesse de la bibliothèque et la qualité de son personnel, l'exigence de rigueur et de cohérence dans la réflexion ainsi que le profond humanisme des professeurs ont contribué à mon succès. Je suis particulièrement reconnaissant au professeur Marcelo Kohen et à mes collègues doctorants, avec lesquels j'ai eu des discussions animées qui ont permis d'enrichir ma réflexion sur le sujet de ma thèse. Ma gratitude va également au Fonds national suisse de la recherche scientifique, qui a financé un séjour de recherche de six mois au Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law – Heidelberg dans le cadre de ma thèse. »

Le livre qui a résulté de cette recherche, *Souveraineté territoriale par traité : une étude des accords entre puissances coloniales et entités politiques locales*, a été publié en mars 2015 par l'Institut et les Presses Universitaires de France.

Mamadou Hébié est actuellement enseignant au LLM en règlement international des différends (MIDS) et sera professeur assistant de droit international à l'Université de Leyde dès février 2016.



Coll. International/
Droit. Genève :
Graduate Institute
Publications. Paris :
Presses Universitaires
de France. 2015. 710 p.



LA MAISON DE LA PAIX

Entretien avec Scott Weber

Directeur d'Interpeace

Quelle est votre conception de la paix ?

Pour moi, la paix existe lorsque les gens peuvent mener une vie normale, sans peur et avec confiance dans leur avenir. On ne construit pas la paix en se concentrant sur la paix elle-même ; on la construit en surmontant les exclusions et les injustices politiques, sociales et économiques qui privent les gens des chances offertes par le développement, de la sécurité nécessaire à leurs communautés et de la protection de leurs droits humains inaliénables.



Scott Weber.

Cependant, nous avons observé que les manières de poursuivre la paix créent souvent encore plus de conflits. Si la plupart des acteurs affirment travailler pour la paix, c'est en fait *leur propre paix* qu'ils recherchent, souvent aux dépens des autres. Or, si le processus de paix n'est lui-même pas inclusif et qu'il ne

tient pas compte des obstacles à une vie normale, la paix qu'il construit ne sera pas durable. Interpeace a été précisément conçu dans ce sens, pour aider les sociétés divisées à trouver des solutions globales à ces obstacles. Notre mission est de construire une paix durable en renforçant les capacités des sociétés à surmonter les divisions et les conflits de manière non violente.

Quelles structures avez-vous mises en place pour accomplir cette mission ?

Nous avons compris très tôt que pour que les gens acceptent les solutions et y participent, ils doivent être aux commandes. Autrement dit, le processus de paix doit être enraciné dans la société, les personnes doivent se l'approprier elles-mêmes. C'est pourquoi nous avons choisi de travailler avec des équipes locales qui facilitent les processus de construction de la paix au niveau national de la façon la plus globale possible.

Quel est le profil des personnes qui travaillent sur le terrain ?

L'une des leçons intéressantes de notre action, c'est qu'il n'y a pas de profil type du parfait constructeur de paix. L'intelligence émotionnelle semble compter plus que les capacités techniques. C'est intéressant car ce n'est pas enseigné. Les systèmes éducatifs ne préparent pas à ce qui est peut-être l'un des éléments essentiels de la construction de la paix. Nous cherchons bien entendu des personnes qui fassent preuve de capacité analytique et de volonté de comprendre des problèmes très complexes, mais aussi d'intelligence émotionnelle. En définitive, ce qui fait la différence, c'est la capacité du constructeur de paix à laisser son propre ego de côté pour devenir le facilitateur, plutôt que le dominateur, d'un processus impliquant toutes les parties au conflit.

Des participants de tous horizons débattent des moyens de rétablir la paix au Mali dans le cadre du Dialogue national. Institut malien de recherche action pour la paix (IMRAP)

Quels sont les défis qui vous attendent aujourd'hui ?

Il y a actuellement un vrai défi autour de l'ouverture de nos sociétés. Il n'est pas limité aux pays en conflit et concerne à la fois les pays en développement et les pays développés. La crise financière mondiale, la montée du terrorisme international et les craintes qu'elle soulève créent une alchimie malsaine entre les mentalités isolationnistes et les extrémistes qui se nourrissent des récits de peur. La meilleure façon de combattre ces récits est de promouvoir des sociétés plus inclusives, en nous concentrant non pas sur les différences mais sur les valeurs que nous partageons.

Il se trouve que nos institutions de gouvernance internationale ont été conçues pour une autre époque et pour un monde moins connecté. Nous pouvons l'envisager avec exaspération, ou y voir l'opportunité pour notre génération de créer un nouveau système pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain. Nous devons relier les différents secteurs entre eux car les défis auxquels nous sommes actuellement confrontés sont trop complexes pour n'être assumés que par un seul secteur. Cela veut dire qu'il faut repenser les institutions et notre système actuel de gouvernance mondiale pour les rendre plus représentatifs et inclusifs, plus adaptés et adaptables, et aussi plus efficaces. Au bout du compte, ce système doit mieux protéger et promouvoir les valeurs d'intégration et

de justice et assurer une meilleure gouvernance pour tous, autant d'éléments essentiels à la paix nationale et internationale.

Comment se déroulent la cohabitation et la collaboration avec l'Institut et les autres organisations dans la Maison de la paix ?

Cela se passe très bien. Par exemple, les nombreuses tables rondes entre organisations sont l'occasion d'échanger ses notes et de découvrir de nouveaux domaines de collaboration opérationnelle. Mais on pourrait en faire encore davantage. Il y a de la place pour une collaboration encore plus étroite, en particulier avec l'Institut. Je crois que nous avons beaucoup à offrir l'un à l'autre. Nous pourrions travailler avec les départements académiques, proposer des études de cas et des cours aux étudiants pour susciter leur réflexion sur les différents problèmes du monde d'aujourd'hui et sur les méthodes qui existent pour les régler. La Maison de la paix est une initiative formidable et nous sommes fiers de faire partie de cette communauté.

→ www.interpeace.org

MACÉDOINE, Gevgelija.
Des réfugiés dans un train
en route pour Tabanovtsé.
12 janvier 2016.
AFP/Vedat Abdul/
Anadolu Agency

LE DOSSIER

L'UNION EUROPÉENNE ET LE MONDE





L'UNION EUROPÉENNE ET LE MONDE

THE EU AND THE WORLD: AN INTRODUCTION

Cédric Dupont

Professor of International Relations/Political Science

BELGIUM, Brussels. Children put together a puzzle representing European Union countries and their flags during an event marking the open day for European institutions. 17 May 2014. AFP/BELGA/Nicolas MAETERLINCK

With a declining share of world population, sluggish growth rates, and strong challenges to its internal cohesion, there is growing concern that the European Union (EU) is being priced out of global economic and political competition. Yet, in absolute terms, the EU remains central in many ways. It is still the largest market, accounting for 23% of world GDP (World Bank figures 2014), for more than 60% of world investment flows, and for 16% of trade in goods and services (first rank overall). As such, and given its proximity to places of despair, it is, by far, the first destination of migrants in the world

(435,000 asylum seekers in the EU in 2013, 626,000 in 2014, an estimated 1 million in 2015). The EU has formal links with all parts of the world through a dense network of bilateral and multilateral agreements. It has developed ties with peer regional organisations and groupings in Africa, Latin America and more recently Asia. And it has directly engaged with big powerful states, such as the USA and the rising powers of the BRICS, on a range of political, economic and security issues.

This is an impressive list of credentials for playing on the world stage. But an even more important source of

influence for the EU has been its model of economic and political integration as a pathway to peace and prosperity. With the significant decline of the appeal of this model, EU influence in the world is fading. This is particularly true in Africa, writes *Déhidji Éric Degila* in this issue, despite EU massive aid flows to that continent. If Europe remains, though, a destination of hope and welfare for most poor Africans, as for most migrants, their dream quickly evaporates at their first encounter with the Dublin framework and the widespread public mistrust, sometimes even hostility, of the Europeans. Looking

“The EU construct has clearly lived through better times and many in Europe and elsewhere are tempted to consign it to the dustbin of history. Yet it would be foolish to succumb to such a temptation: Europe and the world still need it.”

East, the EU, once the heir of elites’ enticement with the West, has become a “hostile competitor” for Russia and is now portrayed as “a morally decadent, obsequiously pro-American and politically paralysed” actor, using the words of *Andre Liebich* in this issue. On those grounds, Russians largely reject the EU. The latter’s appeal has also clearly declined within its wealthy, and deeply interconnected, neighbours, including Switzerland, where, as explained by *Cédric Dupont*, the preservation of tight links with the EU will require difficult choices from the government.

So what does this tell us about the EU’s future influence in the world? If one follows the argument developed by *Charles Wyplosz* in his analysis of the EU’s (mis)handling of the 2008 financial crisis and its aftermath in the Eurozone, the EU project will hardly be a source of inspiration as long as no major institutional overhaul is achieved. Nevertheless, according to *Nico Krisch*, the very difficulties that the EU has been facing are a valuable source of knowledge and experience in the

current efforts to adjust global governance to demands for more accountability and transparency and develop a global administrative law. Indeed, EU shortcomings do not offset the achievements of innovative solutions tested in the unmatched EU governance laboratory.

The complexity of the EU construct is even a source of geopolitical influence according to *Stephanie Hofmann*. Given the number of institutional constraints and the regional geographic configuration, the EU had to develop a large and deep network of links with a host of actors. The strengths and quality of those links confer to the EU a high status of network power in contrast with more traditional notions of material power. As such, the EU remains a source of inspiration, even in regions, such as Asia and the Pacific, traditionally less prone to celebrate its merits. Its network capacity is also very valuable in a world with complex problems that require integrated, comprehensive solutions. From this perspective, the EU can and should play a major role in the implementation of the recently

adopted Sustainable Development Goals (SDGs), as highlighted by *Ilona Kickbusch* in her discussion of SDG 3 (“Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages”).

The EU construct has clearly lived through better times and many in Europe and elsewhere are tempted to consign it to the dustbin of history. Yet it would be foolish to succumb to such a temptation: Europe and the world still need it. Passion is not what one should expect from governance constructs, but in the current situation of a world without leadership, there has unfortunately been a tendency for politicians to mimic the volatile behaviour of first-time lovers.

REPENSER LA COOPÉRATION EURO-AFRICAINNE

Dêlidji Éric Degila

Chercheur en résidence au Programme for the Study of International Governance de l'Institut et professeur invité de politique africaine aux Universités de Waseda et Komajo de Tokyo



BELGIQUE, Bruxelles. Paul Bunduku-Latha, ministre délégué du Gabon (à gauche), Soraya Rodriguez Ramos, secrétaire d'État espagnole à la coopération (au milieu), et Andris Piebalgs, commissaire de l'UE au développement (à droite), participant aux négociations de l'UE avec les pays ACP. 19 mars 2010. AFP/Georges GOBET

Au cours des trois dernières décennies, la coopération entre l'Union européenne et l'Afrique a essentiellement pris la forme de l'aide au développement. Cette tendance s'est accentuée ces quinze dernières années, particulièrement dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). En effet, l'Union européenne a fourni presque un cinquième de l'aide au développement dont a bénéficié l'Afrique entre 2000 et 2015. Avec ses États membres, elle est le premier partenaire au développement de l'Afrique en finançant plus de la moitié de l'aide publique à destination du continent. Cet engagement sans précédent, qui visait en particulier l'éradication de l'extrême pauvreté ainsi que la promotion de la paix et de la sécurité, s'est notamment déployé dans le cadre de l'Accord de Cotonou. Ce partenariat devait entre autres favoriser la pleine insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale :

ainsi, l'Europe aurait permis à l'Afrique de sortir de l'ornière en la mettant sur le chemin de la prospérité.

A l'heure du lancement des Objectifs de développement durable (ODD), nouveau cadre global en faveur du développement, l'on peut s'interroger sur l'efficacité de ce modèle de coopération Union européenne-Afrique qui peine à créer des conditions de vie décentes sur un continent où vivra un quart de la population mondiale en 2050. La question de l'immigration clandestine en provenance de l'Afrique et à destination de l'Europe se pose toujours avec acuité, mettant bien en lumière les limites de cette politique d'aide. Si l'on se réfère au nombre toujours plus important des *African desperados* prêts à risquer leur vie pour rejoindre l'eldorado européen, l'on peut aisément déduire qu'il y a besoin de repenser ce partenariat pour le développement en adoptant une approche plus inclusive, par delà les logiques « compradoristes ».

De même, l'on peut s'interroger sur la pertinence des politiques d'intégration régionale en Afrique, souvent conçues dans une logique de mimétisme institutionnel, mises en œuvre par des institutions régionales sous perfusion et portées par des États eux-mêmes en construction. D'ailleurs, l'un des principaux écueils qui limitent l'efficacité de cette aide au développement est la mauvaise gouvernance. Celle-ci peut s'expliquer par la faiblesse des institutions et le caractère parfois endémique des pratiques néopatrimoniales en cours dans de nombreux pays africains, qui contribuent à diluer l'efficacité d'une aide européenne pourtant considérable.

Aussi, avec les multiples soubresauts qu'elle a connus ces dernières années – crises financière, sociale et politique –, l'Europe ne continue à faire rêver en Afrique qu'au travers de sa réputation de terre providentielle. Mais la roue tourne et le mythe n'est pas éternel.

S'il est vrai que l'engagement de l'Europe en faveur du développement de l'Afrique y a parfois été perçu avec défiance, la mise en œuvre des ODD est sans doute une bonne occasion pour repenser la coopération euro-africaine. L'Europe doit désormais œuvrer à construire de véritables partenariats pour une Afrique émergente, à partir de politiques de codéveloppement plus inclusives et qui correspondent aux besoins réels des populations locales. Une telle approche présenterait l'avantage d'être une bonne thérapie de réconciliation entre l'Europe des peuples et celle de ses institutions, qu'elles soient régionales ou nationales.



L'UNION EUROPÉENNE ET LE MONDE

UE-SUISSE : LE FOND DE L'IMPASSE ?

Cédric Dupont

Professeur de relations internationales/science politique

SUISSE, Fafleralp. Doris Leuthard, présidente de la Confédération suisse, et Christian Wulff, président de la République fédérale d'Allemagne. Septembre 2010. AFP/POOL/Jean-Christophe BOTT

Les relations entre la Suisse et ses voisins pourraient se résumer à la quête d'un savant dosage, en constante évolution, d'intégration et d'indépendance. Une intégration qui n'a cessé de s'approfondir et s'intensifier depuis les premières tentatives d'association dans les années 1960, en passant par le traité de libre-échange de 1972 puis les deux paquets d'accords bilatéraux de 1999 et 2004. A tel point que pour la Suisse il n'y a simplement à l'heure actuelle, et sans doute pour longtemps encore, pas d'alternative économique à l'Union européenne (UE). Cette intégration croissante s'est faite au risque d'irriter la frange, parfois majoritaire dans l'isolement, des gardiens de la sacro-sainte indépendance nationale, avec pour conséquences des sanctions périodiques de la politique européenne des autorités fédérales. Ces dernières ont alors dû s'employer à rassurer leurs homologues à Bruxelles que non, il n'est pas question de désamour mais simplement d'ajustement de la forme de la vie commune. Ainsi, après le

refus du souverain suisse d'appartenir à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, le gouvernement a « inventé » la voie bilatérale, à savoir la recherche de tous les avantages qu'aurait apportés l'EEE à travers une longue liste d'accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Les deux paquets d'accords adoptés en 1999 et 2004, et les différents ajustements obtenus depuis peu, ont ainsi semblé démontrer que rien ne pourrait endiguer l'étroussure des liens entre la Suisse et ses voisins. Et puis il y a eu le vote du 9 février 2014 et l'acceptation par le peuple suisse de l'initiative « Contre l'immigration de masse », visant à contrôler l'immigration avec le recours, si nécessaire, à un système de contingentement. Cette nouvelle obligation, inscrite dans la Constitution fédérale, est en claire contradiction avec l'accord bilatéral, fondamental s'il en est un, sur la libre circulation des personnes adopté en 1999 puis élargi aux nouveaux membres de l'UE en 2005 et 2008. Le Conseil fédéral peut continuer à jouer sur les mots, à essayer de faire croire

à l'externe et à l'interne qu'on arrivera à ménager la chèvre et le chou, mais la réalité est celle du fond d'une impasse politique. S'engager dans la voie bilatérale, sans aucune inflexion depuis 1993, ressemble à la décision d'un groupe de marcheurs s'engageant dans une vallée alpine sans débouché connu et sujette à des éboulements fréquents. Avec le vote du 9 février, le groupe s'est retrouvé prisonnier au fond de la vallée, sans issue en amont, l'UE se montrant inflexible sur tout aménagement de l'accord de libre circulation et liant son sort à celui de tous les autres accords, ni en aval, les partisans du contrôle migratoire veillant au grain. L'heure tant repoussée des choix politiques difficiles semble avoir sonné. Or, entre une myopie nombriliste à l'interne et les errements institutionnels à l'externe, le prix politique d'un choix clair risque d'être élevé pour les autorités helvétiques, avec pour arrière-fond l'avenir économique de la Suisse.

“RESSENTIMENT”: UNDERSTANDING RUSSIA’S ATTITUDE TO THE EU

Andre Liebich

Honorary Professor of International History and Politics

UKRAINE, Luka.
People look at the
site of a gas pipeline
explosion near the
village of Luka, some
150 km from Kiev.
7 May 2007. AFP/
Sergei SUPINSKY

“**R**essentiment” best summarises Russia’s current attitude to the European Union (EU). The concept, revived by philosophers, is best summarised in a La Fontaine fable, borrowed from Aesop, where a fox unsuccessfully tries to reach a bunch of high-hanging grapes, concluding, “they were probably sour anyway”. *Sour Grapes*, by the way, is the title of a book by political scientist Jon Elster, and “ressentiment” provides the framework for Liah Greenfeld’s generalised analysis of Russian nationalism.

For three hundred years, Russia has been trying to imitate “the West”, or Europe. This unsuccessful attempt underlay the Bolshevik Revolution where a Westernised elite led a revolt against Westernisation. Only after the Second World War, with the Soviet Union as a super-power, was the “West” identified with the United States; devastated Europe was no longer a model to be imitated. Initially, the Soviet Union, like much of the European Left, looked upon the emerging European community with disdain, as a capitalist cartel.

Under Gorbachev, however, the USSR established relations with the EC and spoke of a “Common European Home”. In apparent recognition of Russia’s regional status and its wish for rapprochement with a buoyant Europe, Yeltsin signed a partnership and cooperation agreement with the EU in 1997, a document that has now lost all relevance but which has proven impossible to renew. For a brief moment, during the Iraq War in 2003, Russia believed it could override ties between major European countries and the United States. The belief proved illusory and EU-NATO ties have become so close that Russia has abandoned its earlier policy of tolerating EU accession while denouncing NATO expansion in favour of condemning both.

From the Russian perspective, the Ukrainian crisis has demonstrated that the EU is a hostile competitor, poaching on its security periphery. Sanctions imposed by the EU as Russia’s prime trading partner have been painful and the concurrent price fall in energy, Russia’s main export to the EU, has

weakened the country. In a single year, positive Russian perceptions of the EU have fallen from 51% to 20% of those polled. As a result Russia has turned to alternative visions of its place in the world, from emphasis on its uniqueness to a revival of “Eurasian” options which see Russia as a synthesis of East and West. The EU, portrayed as morally decadent, obsequiously pro-American and politically paralysed, is not considered a fit model for Russia. In an attitude actively promoted by the Kremlin, having been rejected by Europe, Russia is rejecting Europe.



“For three hundred years, Russia has been trying to imitate ‘the West’, or Europe.”

L'IMPLOSION DE L'UNION EUROPÉENNE : UNE MAUVAISE PASSE ?

Charles Wyplosz

Professeur d'économie internationale

Tout ne va pas pour le mieux dans l'Union européenne. La zone euro a subi une crise gravissime dont elle se remet très lentement, à supposer que la crise soit définitivement passée. Plusieurs pays font face à une instabilité politique inquiétante. La Grande-Bretagne pourrait s'en aller. Face à un afflux de migrants imprévu, les pays se sont divisés, voire opposés, et les barbelés poussent le long de frontières nationales qui paraissent en voie de disparition. Les vieilles oppositions entre Europe du Nord et du Sud, entre Est et Ouest, entre centre et périphérie, réapparaissent. Les nationalismes ont le vent en poupe.

De tels bouleversements ne peuvent pas avoir une seule raison. Il est difficile, cependant, de ne pas faire le lien avec les années 1930 et la Grande Dépression. La grande crise économique et financière qui a démarré en 2007, pour exploser en 2008 et se transformer en crise de la zone euro en 2010, est certainement l'une des raisons majeures de cette évolution. Cette crise a précipité des millions de personnes dans le chômage et la pauvreté, avec toutes les conséquences personnelles et familiales que l'on peut imaginer. On a vu les gouvernements et les banques centrales sortir d'on ne sait où des sommes faramineuses pour aider les banques, pourtant à l'origine de la crise. Alors que les économies des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Suisse sont rapidement sorties de la récession, à quelques exceptions près, le ciel n'est pas

dégagé dans la plupart des pays de l'Union. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'assister à un rejet des élites et à un repli nationaliste.

Mais il y a plus grave. La gestion de la zone euro a été catastrophique. Ce qui devait être un projet unique et le moteur des étapes suivantes d'inté-

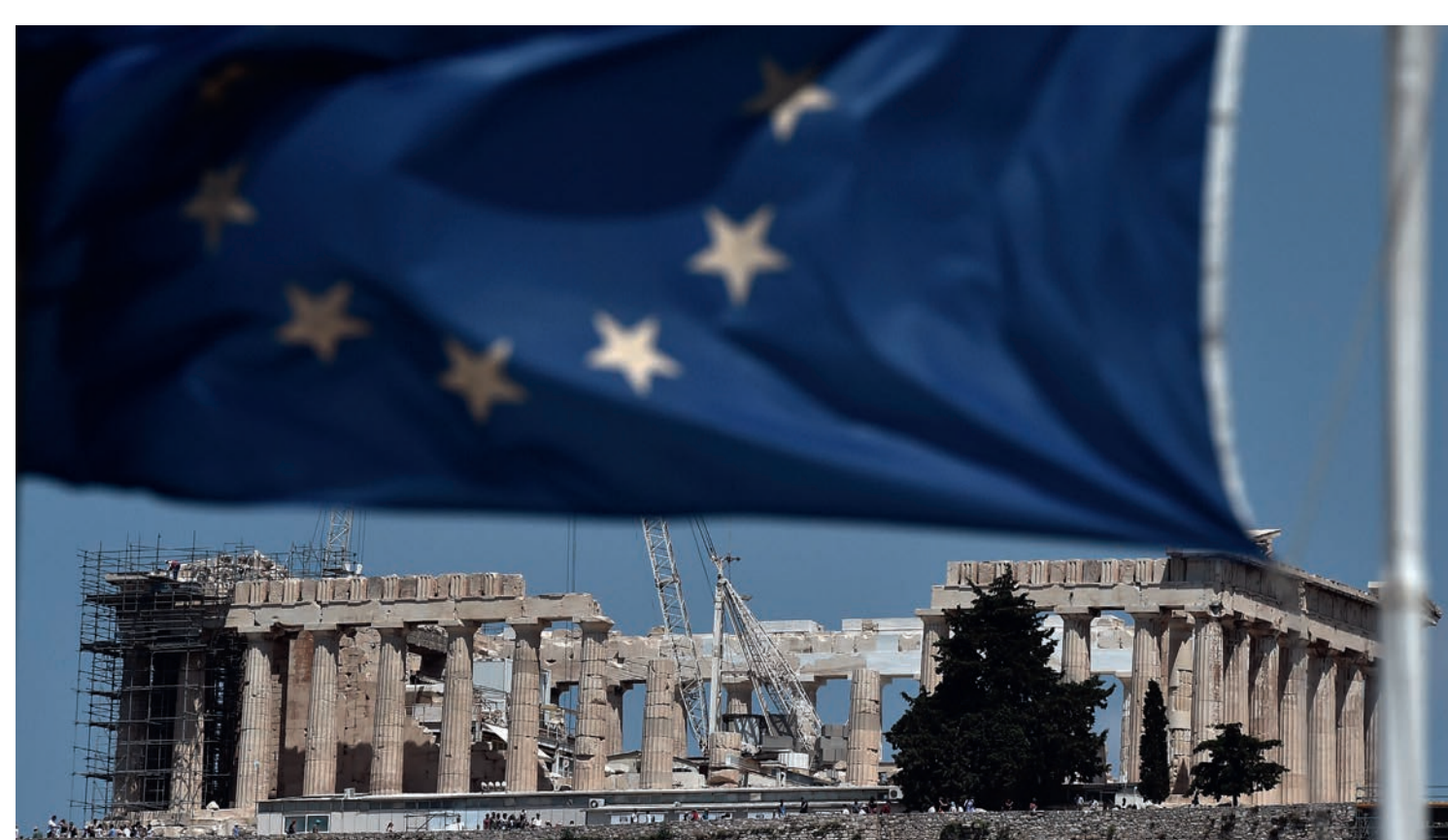
compris les prêts à la Grèce. À partir de là, les erreurs se sont accumulées.

Au lieu de laisser la Grèce faire appel au FMI, qui aurait organisé un effacement d'une partie de la dette accumulée, les Européens ont imposé un programme d'austérité d'une rigueur inédite. Cinq ans plus tard, la

**« Si tout va bien,
les institutions
européennes seront
améliorées d'ici une ou
deux générations.
Le climat politique
actuel ne va pas dans
ce sens. Il va falloir être
patient, très patient. »**

gration est devenu un cauchemar pour ses membres, et un repoussoir pour le reste du monde. La Grèce, comme d'autres, avait pratiqué le déficit budgétaire matin, midi et soir. Un jour, les marchés financiers, qui avaient prêté ce qu'il fallait pour boucher les trous, ont dit non, c'est fini. Sérieusement malmenés par la crise financière, ils ont décidé de couper tout ce qui leur paraissait risqué, y

Grèce croule sous une dette débilatante, un chômage hallucinant et des revenus réduits de 25% par rapport à leur niveau d'avant la crise. La situation est semblable au Portugal, simplement moins effarante. L'Irlande n'a connu la crise que parce que les Européens l'ont obligée à sauver ses banques en empruntant des montants considérables. Chypre s'est effondrée parce que ses banques avaient trop



GRÈCE, Athènes.
Le drapeau européen
devant le Parthénon.
7 juillet 2015.
AFP/Aris MESSINIS

prêté à la Grèce et ont gardé ces dettes en portefeuille, contrairement aux banques françaises et allemandes qui avaient aussi beaucoup prêté mais ont quitté le navire avant que les Européens n'organisent un effacement de la dette détenue par le secteur privé.

L'Europe est montée au créneau pour prévenir la contagion. Lorsque la contagion s'est quand même produite, il s'est agi de la contenir. La solution a consisté à fournir des prêts, augmentant par là les dettes publiques des pays aidés, et à imposer des mesures draconiennes. Mais c'est qui, l'« Europe » ? L'Union européenne n'a jamais envisagé d'avoir à gérer une crise, que ce soit une crise financière ou une pression migratoire subite. Elle ne dispose dès lors pas de mécanisme de gestion de crise. La Commission européenne est souvent présentée comme un pouvoir exécutif, mais elle fonctionne en fonction de règles préétablies car elle n'a pas de légitimité démocratique. Techniquement, et sans jugement de valeur, la Commission est une bureaucratie. Face à une situation imprévue, une bureaucratie est

impuissante. La responsabilité de faire face aux crises est donc revenue aux gouvernements.

Le résultat a été des sommets européens réunis aussi fréquemment que les crises passaient par des phases de convulsion. Vingt-huit pays, petits et grands, avec des intérêts divers, ne peuvent pas se mettre d'accord en temps réel. Par la force des choses, les plus grands pays sont plus influents, même si la règle est « un pays, une voix ». Parmi les grands pays, l'Italie et l'Espagne ont été trop fragilisées par leurs propres situations pour peser. La Pologne n'est pas membre de la zone euro et reste à la périphérie géopolitique. La France, anxieuse de paraître moins fragile que l'Italie et l'Espagne, a joué la carte de la locomotive franco-allemande, mais sans en avoir les moyens. C'est donc tout naturellement que la chancelière Merkel a endossé les habits de *Kaiserin* de l'Europe. Or elle n'a de pouvoir que ce que son parlement veut bien lui accorder. De ce fait, toutes les décisions importantes doivent recevoir l'assentiment du Bundestag. Naturellement, la

responsabilité première de ce dernier est de préserver les intérêts de ses électeurs. C'est ainsi que la gestion des crises européennes dépend avant tout de l'opinion publique allemande. Ça ne pouvait pas marcher et ça n'a pas marché.

L'intégration européenne a commencé il y a soixante-dix ans, après la Seconde Guerre mondiale. Comme dans tout processus historique, l'échelle du temps se mesure en générations, et non pas en mois et encore moins en jours, l'échelle du temps des crises. La spectaculaire montée des égoïsmes nationaux est le résultat des profondes lacunes institutionnelles qui ont conduit à une gestion catastrophique des crises. À juste titre, les citoyens ont l'impression que leurs gouvernements ont perdu la capacité de préserver leurs intérêts. Si tout va bien, les institutions européennes seront améliorées d'ici une ou deux générations. Le climat politique actuel ne va pas dans ce sens. Il va falloir être patient, très patient.

ACCOUNTABILITY IN GLOBAL GOVERNANCE: EUROPE AS LABORATORY, VANGUARD, OR OBSTACLE?

Nico Krisch

Professor of International Law

How we are governed today is in many ways shaped by global institutions. Whether we think of climate change policies, rules for financial markets, or anti-terrorism sanctions, they are heavily influenced by decisions made in global contexts – in formal bodies such as the UN Security Council, in global conferences such as the recent climate negotiations in Paris, or in informal settings such as the Basel Committee

the national level – we have elections, parliaments, administrative procedures, and courts to hold government to account – but these mechanisms all lack direct impact on global institutions. As a result of this accountability gap, we see pressures for change in many global governance contexts: traditional ways of checking government, borrowed from the domestic level, are adapted to the global context, and alternative avenues are being explored.

“For this new global administrative law, Europe has been both a laboratory and an important driving force.”

on Banking Supervision. In these contexts, states retain significant influence, but they are part of broader structures and no longer individually control outcomes.

If governance has gone global, what about the ways to check it? These have traditionally been organised on

Many see these mechanisms as part of an emerging “global administrative law” – comparable to domestic administrative law in function, if not always in form.

For this new global administrative law, Europe has been both a laboratory and an important driving force.

As the most advanced experiment in international integration, the European Union (EU) has long faced accountability pressures. In response, it has slowly converted a weak parliamentary assembly into a serious, influential supranational parliament. EU courts now check the EU’s administrative and regulatory action, and they have also come to scrutinise European legislative acts. The EU has also spearheaded institutional innovation in those areas in which its governance comes in less solid forms: where it operates through committees and networks that bring together national regulators with their counterparts from Brussels. Despite the often informal and cooperative nature of these institutions, their influence, coupled with a high degree of opacity, has spurred contestation and has forced movement in the direction of transparency and greater checks. For the global level, where most governance is equally – and often more – informal and cooperative, these European accountability experiments are a great source of insights and ideas.

European institutions, perhaps because of their experience with accountability claims at home, have also often been at the forefront of pressures for greater accountability in global institutions. The European Parliament (EP), in particular, has sought transparency and participation



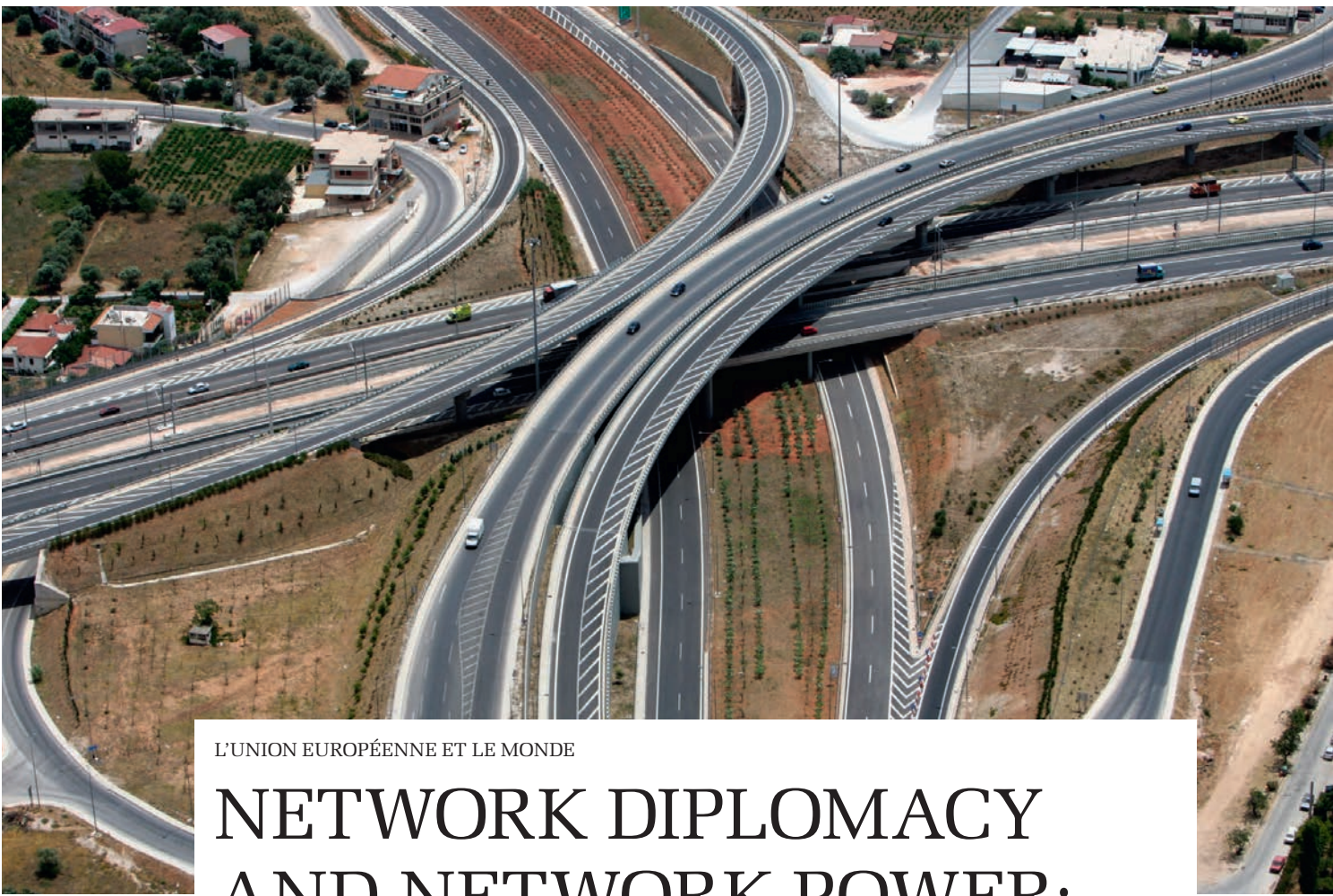
GERMANY, Garmisch-Partenkirchen. Italy's Prime Minister Matteo Renzi, EU Commission President Jean-Claude Juncker, French President François Hollande, President of the European Council Donald Tusk, US President Barack Obama, Germany's Chancellor Angela Merkel, British Prime Minister David Cameron arrive for the first working session of a G7 summit at the Elmau Castle near Garmisch-Partenkirchen. 7 June 2015. AFP/POOL/ Daniel KARMANN

rights in global rule-making, be it through treaties (as in the current TTIP negotiations) or through informal norms. For example, the EP has – in parallel with the US Congress – reclaimed early information and input into the work of the Basel Committee on Banking Supervision, seeking to influence global financial rule-making as early as possible, thus reducing its obscurity and avoiding negotiated faits accomplis. EU courts, too, have taken an increasingly active role in global governance, and their insistence on accountability mechanisms has in some areas borne fruit. The most famous case here is that of sanctions against terrorism suspects, imposed by the UN Security Council especially in the wake of the 9/11 attacks on the US. Despite early criticism (especially from a number of European governments) for potentially violating the due process rights of its targets, the Security Council was slow in reforming its diplomatic procedures to give affected

individuals a fair hearing. In 2008, the European Court of Justice, unsatisfied with the progress achieved, began to strike down EU measures to implement UN sanctions, thus depriving them of much of their effective bite. It maintained its strict stance even despite resistance by the political branches of the EU. The Security Council, faced with this challenge and pressure from governments and NGOs, moved to create an ombudsperson and, step by step, provided it with review powers over its sanctioning practice. The Council had come to establish what it had flatly rejected a decade earlier: an administrative-law-style procedure for accountability, albeit one that remains in the eyes of many (including European courts) insufficiently strong and independent.

The process of building global administrative law continues, and not everywhere is Europe at the vanguard. European governments and EU institutions tend to be content with the

relative opaqueness of the G7, the exclusiveness of bodies such as the Financial Action Task Force on money laundering, or existing limitations on the review of World Bank projects – all settings in which they shield their outsized influence from external challenge. But if it wants to live up to its ambition of being a “normative power”, Europe will have to turn its own experiences outward and keep pursuing the idea of accountability, and of global administrative law, to hold global governance in check.



L'UNION EUROPÉENNE ET LE MONDE

NETWORK DIPLOMACY AND NETWORK POWER: A CHANCE FOR THE EU?

Stephanie C. Hofmann

Associate Professor of International Relations/Political Science

GREECE, Athens. An aerial view of an intersection in the 53-kilometre-long Attiki Odos, the new Athens ringroad. 13 July 2004. AFP/Fayez NURELDINE

When disputing international order, many actors struggle over who builds the table(s) on which politics is debated and formulated. Power is one determining factor that enables such table-building (aka international order). Power, however, can take on many different expressions. While we might observe a dynamic international order marked by power transitions in which some powers “rise” while others “decline”, we also witness intricate and variegated

interdependent structures across a multitude of actors that shape global politics. In other words, power does not only manifest itself in hard, soft, smart and normative variants but also needs to be understood in terms of the strength and quality of links that actors have to one another. Having many relationships with a host of different actors can endow actors with network power. The European Union (EU), as an organisation with various institutional designs and relationships,

is a prime candidate for such network power. One could even consider it to be a value beyond its values. But does it make use of it and, if so, how?

The EU, an institutional construct comprising 28 member states that are variably involved in European policy-making, is a network hub in many policy domains by virtue of its many links to its members, immediate neighbours and the world at large. These links vary in strength and quality, based on *inter alia* diverse distribution

of material capacities as well as shared or distinct understandings of guiding values and principles. The different connections with actors such as Saudi Arabia, the ICRC, Switzerland, Iceland or Russia have taught the EU the skill of network diplomacy. Not all member states agree on issues brought forward by the EU but individual member states will make use of their various links with outside actors to push for a common agreement or individual EU member states take on the role of burden sharer (e.g. in the WHO), representing the whole of the EU. At times the EU has managed to take strength from diversity.

relationships that enable it to push for security policy within and beyond its formal organisational membership. To conduct security policy, the EU, and in particular member states such as the UK, France, Belgium or Germany, can rely on more or less meaningful connections to a multitude of actors such as states (e.g. the US), international organisations (e.g. the United Nations or the African Union), informal groupings (e.g. the G7/8 or G20), or non-state actors (e.g. the ICRC). These connections enable the EU or individual member states to exchange and push for ideas, connect actors to others or insist on a privileged position

Balkans, sub-Saharan Africa and the Caucasus, but also in South-East Asia – but never as a whole. While it has formally acted upon UN requests to intervene, it has also lobbied countries to invite the EU in, e.g. for its border mission between Ukraine and Moldova. The EU not only acts as an entrepreneur making use of its network but also serves as expert and acts as a gatekeeper to implement peace and security measures. In other words, its network impact can be felt in compulsory but also in enabling or connective ways. The EU, for example, made use of its experience as a multilateral security actor when advising the African Union in building up its peace and security architecture. It thereby created an institutional structure that, at least at first sight, heavily resembles the EU itself. The EU has also taken on various gatekeeping functions towards its borders. It has transformed and influenced its Eastern and Southern borders by softening the borders towards the East, stressing its connective and enabling impact, while hardening its borders towards the South.

Overall, the EU makes use of its network power through network diplomacy. Security policy is not only acted upon by conducting military and civilian foreign interventions but also by influencing the form and build-up of other regional security organisations outside of the European continent or by managing its borders in different ways.

“Overall, the EU makes use of its network power through network diplomacy.”

Particularly in the realm of security policy, the EU faces the questions of how to ensure its security and how to stay or become an attractive partner to others. While often labelled a dwarf in terms of its security and defence capacities, stressing not only the lack of integrated military structures within the EU but also the small defence budget of many EU governments, the EU has built formal and informal

within a networked world. Many member states present the EU as a peace project and talk of a duty and opportunity to inspire others. But they push for peace and security in many different ways, depending on the strength and quality of their networked links.

The EU has intervened in more than 25 military operations and civilian missions, in particular in the

SDGs: PUTTING HEALTH AT THE HEART OF EU FOREIGN AND SECURITY POLICY

Ilona Kickbusch

Adjunct Professor, Interdisciplinary Programmes

The adoption of the Sustainable Development Goals (SDGs) in September 2015 provides a new impetus to revisit and strengthen the EU Council conclusions of May 2010, which drew attention to the need “to improve health, reduce inequalities

central component of the new European Union (EU) Global Strategy on Foreign and Security Policy, which is presently under consideration. Increasingly, better health security and population health outcomes for all countries are considered a key goal

coherence. The EU has on many occasions confirmed its commitment to the SDG agenda – most importantly in the Council conclusions of 16 December 2014 – and has contributed actively to its formulation. But while the EU expresses its support for the 2030 agenda in many documents, a formal high level political endorsement of joint European action for the SDGs is still lacking.

Each of the 17 SDGs requires the commitment of a wide range of actors to work together. The “health goal” is SDG 3, which aims to “ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages”. The targets under this goal address the health challenges that remain following the MDGs, such as reducing global maternal mortality, ending preventable deaths of newborns and children under 5 years of age, and ending the epidemics of AIDS, tuberculosis, malaria and neglected tropical diseases. They also include new health challenges such as premature mortality from non-communicable diseases, treatment and promotion of mental health and well-being, as well as addressing substance abuse and road traffic accidents.

An issue that was strongly supported by the EU in the SDG negotiations was to ensure universal access to sexual and reproductive health-care

of foreign policy: the strong involvement of foreign affairs ministries during the Ebola crisis illustrates this from a global health security perspective. This must now be picked up at the level of EU collective governance.

The SDGs underline the need for collective action, new partnerships, joined-up policymaking and policy

and increase protection against global health threats”, reaffirming that health is a human right and a key element for equitable and sustainable growth and development, and that economic and social conditions are crucial determinants of health.

In addition, a unique opportunity has opened up to make health a



NIGER, Tammou.
A pregnant woman receives a net.
24 April 2009. AFP/
Boureima HAMA

services. Most importantly though, the EU supported the target for the achievement of universal health coverage (UHC), including financial risk protection, access to quality essential health-care services and access to safe, effective, quality and affordable essential medicines and vaccines for all.

SDG 3 reveals how global health challenges cannot be resolved by the health sector alone, and how they need the full commitment of a foreign policy that prioritises health over other interests, for example in order to enable access to affordable essential medicines and vaccines, to increase health financing and to strengthen the capacity to manage national and global health risks.

It is in the areas where health, development, trade, intellectual property, security and foreign policy intersect that the EU can make the most significant contributions to SDG achievement. But SDG 3 cannot be reached without the implementation of other goals which address many of the determinants of health, such as education, women’s rights, sustainable production

and consumption or climate change. Therefore a rejuvenation of the EU Health in All Policies approach with the SDGs as the strategic compass could provide strong support for SDG implementation and should be reflected in the new EU Global Strategy on Foreign and Security Policy.

None of the EU priorities can be achieved in isolation from the larger world. Practically every area of EU action contributes to the implementation of the global goals. It is no longer sufficient to see the SDGs as the responsibility mainly of the development sector and of development finance. They require a commitment to a global public goods approach that addresses shared global responsibilities, be it in environment or health.

The EU Programme on Global Public Goods and Challenges 2014–2020 has the potential to influence the EU foreign policy agenda, particularly in relation to new financing mechanisms, such as a levy on international financial transactions or on global air travel. This will be critical to enable the sustainable financing of UHC,

mechanisms for health security and much-needed research and development for vaccines and antibiotics.

In summary, the challenge for EU leaders is to adopt a foreign policy that is based on sustainable development and has health as a key component. The EU needs to step up its commitments to the transformative policy approaches required by the SDGs for global health. Five priorities emerge: (1) the EU should make the impact on health a priority of its foreign policy through inclusion in its new EU Global Strategy on Foreign and Security Policy; (2) the EU should adopt revised Council conclusions on global health based on the SDG framework; (3) the EU should revisit the Health in All Policies approach with a view to SDG implementation; (4) the EU should take the lead in promoting global public goods for health, especially in the area of research and development, and (5) in the implementation of SDG 3 the EU should be the global champion for UHC.

LES DÉFIS DE L'UNION EUROPÉENNE

José Manuel Barroso

Le 2 novembre 2015, José Manuel Barroso, ancien président de la Commission européenne et professeur invité à l'Institut, a donné une conférence sur les défis de l'Union européenne.

Interviewé avant son discours, M. Barroso a fait part de « ses inquiétudes, mais surtout de son espoir » pour l'UE. « Nous devons relever beaucoup de défis », a-t-il ainsi observé. « Comment répondre à la montée de l'euroscepticisme et du populisme, à la question des réfugiés et de l'immigration illégale ? Et, sur le plan militaire, comment compter face aux États-Unis, à la Chine ou à la Russie ? Mais l'Union a déjà montré son extraordinaire résilience et sa capacité d'adaptation. Je reste certain que, si l'Europe répond avec succès à la menace du populisme, si elle parvient à accomplir l'Union économique et monétaire et si elle effectue les réformes nécessaires pour assurer sa compétitivité, il n'y a pas de raison pour que les Européens ne puissent poursuivre ce grand projet d'intégration pour l'Europe et le reste du monde. »

graduateinstitute.ch/events



« Des inquiétudes mais surtout de l'espoir pour l'Union européenne. »

LA REPRISE EN EUROPE

Philipp Hildebrand



« La croissance en Europe est en train de reprendre. »

Ancien président de la Banque nationale suisse, vice-président de la société BlackRock et ancien étudiant de l'Institut, Philipp Hildebrand a fait le bilan de la situation économique en Europe lors d'une conférence intitulée « La reprise en Europe : juste une embellie ? », organisée le 7 novembre 2015 à l'occasion de la Réunion internationale des anciens de l'Institut.

La bonne nouvelle, a-t-il expliqué, c'est que la croissance en Europe est en train de reprendre. « Il y a beaucoup de signes qui me rendent optimiste. La confiance des consommateurs est revenue au niveau d'avant la crise. On a créé 500 000 emplois au premier trimestre de cette année, notamment dans le Sud. L'Espagne est devenue une machine de création d'emplois, et on commence à percevoir un changement en Grèce. Le chômage est en baisse partout. »

M. Hildebrand a rappelé qu'en même temps, l'Europe doit faire face à de nombreux défis tels que l'augmentation de la dette, le fossé inquiétant entre les plus riches et les plus pauvres, et la ségrégation des sociétés. « Si ces défis ne sont pas relevés dans les années à venir, on aura, tôt ou tard, à nouveau des difficultés, qui pourraient aussi être existentielles. »

Réfugiés afghans en Europe : « Il faut repenser le règlement de Dublin »

Entretien avec Alessandro Monsutti, professeur adjoint d'anthropologie et sociologie du développement

Mandatée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la recherche « Review of the Protection Situation of Afghan Asylum Seekers and Refugees in Europe » visait à aider à l'élaboration de stratégies de protection fondées sur une bonne compréhension des modes de mobilité des demandeurs d'asile et des réfugiés afghans en Europe. Alessandro Monsutti, responsable du projet, livre quelques conclusions de cette enquête menée – en collaboration avec Antonio Donini et Giulia Scalettaris – dans six pays européens.

En 2011, la population afghane constituait le plus grand groupe de demandeurs d'asile en Europe. Est-ce toujours le cas aujourd'hui ?

Les réfugiés afghans étaient en 2015 un peu moins de 3 millions, juste moins nombreux que les Syriens (plus de 4 millions). Mais rappelons qu'ils constituaient en 1990 la plus grande population déplacée au monde tombant sous le mandat du HCR (6 millions). Ils se rendaient alors au Pakistan et en Iran, deux pays qui les rejettent désormais. Ils se dirigent maintenant vers l'Europe. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2015, des 800 000 « arrivants » en Europe par la mer, les Afghans constituaient le deuxième groupe d'origine (plus de 150 000 personnes, soit 19 %) après les Syriens. Trois raisons permettent de contextualiser ces départs. Le premier facteur est évidemment le niveau toujours très élevé



Alessandro Monsutti.

d'insécurité en Afghanistan. En deuxième lieu, l'évolution démographique : de par la croissance de la population et le retour de millions de réfugiés, les campagnes sont pleines et les villes dégorgent. Finalement, le retrait de la communauté internationale a provoqué une recrudescence de violence et une grave crise de l'emploi. Ce triste cocktail ne devrait pas changer dans les mois et les années qui viennent.

Il n'est pas commun de voir un projet de recherche en sciences sociales financé par une organisation internationale...

J'ai été contacté au printemps 2014 par le Bureau Europe du HCR. Leur postulat était que seul quelqu'un ayant

étudié les Afghans dans leurs pays d'origine et de premier accueil était capable de contextualiser ce qui se passait en Europe. S'il y a consensus pour considérer que les Syriens ont besoin d'être protégés, le cas des Afghans est plus compliqué et se distingue par la forte disparité entre pays dans l'octroi ou non de l'asile. Pour lancer une discussion transversale, le HCR s'intéressait aux aspirations et aux motivations des Afghans qui viennent en Europe ainsi qu'aux raisons de gagner certains pays plutôt que d'autres.

Pouvez-vous partager quelques conclusions de cette enquête de terrain ?

Le premier constat est que la population afghane dans son ensemble est concernée par ces phénomènes migratoires. Mais trois catégories se dégagent. Premièrement, les mineurs non accompagnés, qui sont majoritairement des jeunes Hazaras originaires du centre de l'Afghanistan mais qui ont souvent passé du temps comme réfugiés au Pakistan ou en Iran. Ensuite, les ruraux du Sud, qui viennent de régions où les combats font rage entre l'insurrection et le gouvernement et qui fuient un conflit dans lequel ils ne se reconnaissent pas ou plus. Enfin, les citadins dont le mode de vie était lié à la présence militaire ou humanitaire internationale. Ces derniers avaient de bons salaires, qu'ils ont perdus, et craignent désormais d'être victimes d'actes de vengeance. Parmi eux se trouvent de nombreuses femmes et des jeunes qui aspirent à vivre dans un monde cosmopolite, différent et ouvert.

La deuxième conclusion est que le voyage et les conditions d'accueil en Europe constituent un traumatisme qui s'ajoute à celui généré par la situation en Afghanistan.



SERBIE, Preševo. Des migrants afghans attendent d'être enregistrés devant un centre pour réfugiés. 24 janvier 2016. AFP/Armen NIMANI

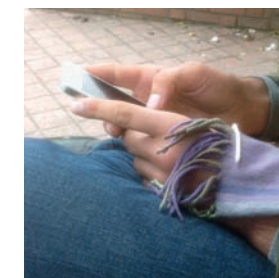
A Lesbos, j'ai rencontré des jeunes qui répétaient : « Ce n'est pas l'Europe, ici ! » La réalité qu'ils rencontraient ne correspondait pas à leur imaginaire, d'autant qu'ils ne comprenaient pas la méfiance dont ils faisaient l'objet.

Nous avons aussi documenté un classement entre destinations. On est dans ce que j'appelle l'économie morale de la migration. Le statut des familles restées au pays étant lié à la destination des membres partis vers l'Europe, être accepté en Grèce ne représente pas la même valeur sociale qu'être accepté en Suède. Il y a beaucoup de solidarité mais aussi beaucoup de compétition entre les uns et les autres.

Comment ces conclusions peuvent-elles être utilisées pour établir une stratégie de protection du HCR ?

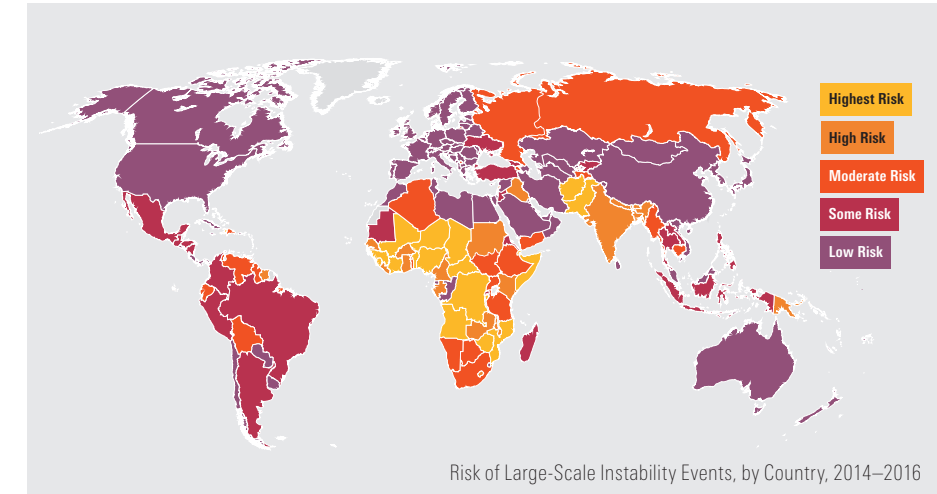
Nous avons constaté que tous les interlocuteurs rencontrés – fonctionnaires gouvernementaux, militants de la société civile, requérants d'asile – estiment le règlement de Dublin, qui détermine le régime d'asile entre pays européens, inefficace et inéquitable. Il est nécessaire de réinventer le cadre d'action en prenant acte que les flux des personnes venues d'Afghanistan – mais aussi de Syrie, d'Irak, d'Érythrée ou d'Afrique subsaharienne – ne vont

pas se tarir. Cette réinvention doit aussi intégrer le fait qu'aucune solution ne peut être apportée au niveau des pays. Elle doit être globale. Les flux migratoires dérivent des asymétries démographiques autant que des conflits. L'Europe vieillissante pourrait voir comme une chance ces migrants jeunes, motivés et voulant travailler. Mais il faut beaucoup de courage politique pour le dire. Et on n'en prend pas le chemin.



Pour les Afghans rencontrés au cours de la recherche, le téléphone est un élément vital pour rester en contact avec leurs pairs et leurs familles.

PEACE AND CONFLICT

Co-edited by Dr David **Backer**, Professor Ravi **Bhavnani**, and Professor Paul **Huth**

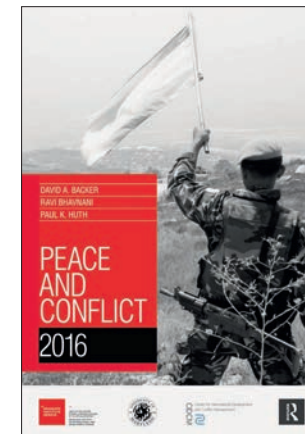
Peace and Conflict 2016 is the result of a new collaboration between the Graduate Institute and the Center for International Development and Conflict Management (CIDCM) at the University of Maryland (USA) which brings together two of the leading centres for policy-relevant research on conflict, peacebuilding and associated topics. The *Peace and Conflict* series, which has been edited by CIDCM since 2001, will be re-launched in partnership with the Graduate Institute in April 2016 as an annual edition published by Routledge.

Peace and Conflict analyses conflicts, political violence, upheaval and corresponding peacebuilding activities, examining patterns and trends as well as future risks of political and social instability. It aims to provide insight which can be integrated into the planning cycles of government ministries and international NGOs, and which can be used in academic courses.

Over 30 experts from leading academic institutions in Europe and the US have contributed to *Peace and Conflict 2016*, providing research into armed conflict, the geography of events, violence against civilians, the role of non-state actors, and the relationships between democracy, ethnic exclusion and civil conflict.

Additional research highlights the emergence of deadly Islamic groups and the transition in defense spending, arms production and transfers. The edition also covers intrastate peace agreements, state repression, and the relationship between foreign aid and conflict. Also included are the latest results of CIDCM's Peace and Conflict Instability Ledger, a forecast of the risks of large-scale political and social instability.

■ *Peace and Conflict 2016* is available for purchase in print and electronic form via Routledge: www.routledge.com/products/9781857438437
Later this year, the editors expect to establish a new companion website to the publication.



LA RECHERCHE

Europe: The Nationalism of the Rich

Interview with Emmanuel Dalle Mulle,
PhD in International Studies (2015)

Why did you choose nationalism in Europe as your PhD subject?

The media often talk about the rise of nationalism in Europe. Now, when looking at Europe overall, this is often a superficial conclusion, not necessarily supported by empirical data. However, we do have some nationalist movements that have been very successful, not only in the last four or five years, but also in the last two or three decades. This is even more surprising because, until the 1960s, modernisation theory – the then dominant approach in the social sciences – interpreted nationalism as a primordial force doomed to disappear with the unstoppable advance of economic progress. In other words, in Europe and North America scholars believed that nationalism was a good and natural thing for people going through the decolonisation process, but it would never appear, or reappear, in “advanced societies”. In light of this, understanding why and how these movements have been able to obtain such good results is already a sufficient reason to focus on the subject.

But there is an additional reason. The propaganda of the parties analysed in my work – the Republican Left of Catalonia, the Flemish Interest, the New Flemish Alliance, the Northern League in Italy and the Scottish National Party – is based on an argument of economic victimisation according to which the nation that they claim to represent is economically more advanced than the rest of the country they belong to, but it is fiscally exploited by this latter. They thus give priority to the economic dimension (an aspect often neglected in the study of nationalism) and argue that their nation is held back by a more backward

core. This is a type of nationalist discourse that we do not find before the 1960s and that has not been systematically analysed until now.

Do your conclusions help explain Europe's current political crisis?

It depends what you mean by “Europe's current political crisis”. On the one hand, the origins of the parties studied in my dissertation trace much further back in time. On the other hand, their discourse does touch upon issues of inter-territorial solidarity, economic migration and the clash between individual and group equality that Europe is currently facing on a continental scale. For instance, the rhetoric of austerity promoted by the European Commission and the German government of Angela Merkel, among others, in the context of the euro crisis – notably the moral distinction between responsible, thrifty northern economies and irresponsible, spendthrift southern ones – strikingly echoes the arguments of these movements against solidarity with the poorer regions of the countries to which they belong. The study certainly shows that national identity still is a fundamental variable in order to understand contemporary Europe.

■ Dalle Mulle, Emmanuel. “The Nationalism of the Rich: Discourses and Strategies of Separatist Parties in Catalonia, Flanders, Scotland and Padania.” PhD thesis (summa cum laude) supervised by Andre Liebich, Graduate Institute of International and Development Studies, 2015. 528 p.

SPAIN, Barcelona.
A man waving a red
and yellow striped
Catalan flag for
Catalan National Day.
11 September 2012.
AFP/Manuel COHEN

INTERNATIONAL DEVELOPMENT POLICY

E-issue 6.2 – Articles and Debates

Editor-in-Chief: Professor Gilles **Carbonnier**

International Development Policy was launched in 2010 as a refereed open-access e-journal on global development. A thematic print edition is published each year with Brill | Nijhoff, next to e-issues that feature both peer-reviewed articles and policy debates involving policymakers, academics and practitioners.

The latest e-issue (6.2) presents a policy debate on how international governance mechanisms can effectively tackle global epidemics such as Ebola, analysing global health system setbacks in responding to outbreaks and exploring the role of the International Health Regulations. It also features articles on the role of trade in the 2030 development agenda and on the Palestinian labour market, as well as a policy debate on financing the Sustainable Development Goals.

■ All articles and policy debates are available online in open access at: <http://devpol.org>

RELATIONS INTERNATIONALES

Revue coprésidée par Mohammad-Reza **Djalili**, professeur retraité de l'Institut, et Antoine **Marès**, professeur à Paris 1



Créée en 1974 par Jean-Baptiste Duroselle et Jacques Freymond, alors directeur de l'Institut, *Relations internationales* s'adresse à des spécialistes et à un public cultivé qu'intéresse l'histoire moderne et contemporaine.

Entièrement francophone, la revue propose des études historiques enrichies par des apports économiques, géographiques, psychologiques, sociologiques et de théories politiques. Deux numéros annuels sont issus d'un colloque, tenu en France ou en Suisse; les deux autres cahiers sont soit thématiques, soit consacrés à de nouvelles recherches.

La revue attache beaucoup d'importance à la contribution de jeunes auteurs qui peuvent soumettre des propositions d'articles au comité de rédaction de la revue.

Dans le numéro 163 (automne 2015) de la revue, consacré à la position de la Suisse vis-à-vis du tiers-monde pendant la Guerre froide, on lira avec profit un article passionnant de Luc Van Dongen sur les origines et l'histoire de l'Institut: «Former des élites non communistes pour le tiers-monde: l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), les États-Unis et la Guerre froide».

■ Distribuée par les Presses Universitaires de France, la revue est aussi disponible en version numérique sur Cairn: www.cairn.info/revue-relations-internationales.htm



LA RECHERCHE

Nouvelles parutions
L'Europe face au chômage grandissant des jeunes sans qualificationMartina **Viarengo** et Francis **Kramarz**

ITALIE, Rome. Des milliers d'étudiants manifestent contre le chômage des jeunes et les coupes dans l'éducation. 7 octobre 2011. AFP/Filippo MONTEFORTE

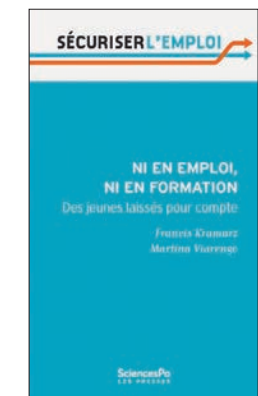
Dans l'ouvrage *Ni en emploi, ni en formation: des jeunes laissés pour compte*, Martina Viarengo, professeur assistant d'économie internationale à l'Institut, et Francis Kramarz, directeur du Centre de recherche en économie et statistique à Paris, présentent les différentes politiques menées en matière d'éducation et de formation pour prévenir et combattre le chômage des jeunes.

Ils ont entre 15 et 24 ans et on les appelle les NEET, pour «Not in Education, Employment or Training». Déconnectée du marché du travail et sans qualification, cette population mal connue représente environ 16% des chômeurs en Europe, problème qui constitue un véritable défi pour les politiques publiques et qui met en lumière l'enjeu de la transition de l'école à l'emploi. Le postulat du livre est que, bien que la structure du chômage diffère d'un pays à l'autre, ce chiffre n'est pas seulement le symptôme de difficultés économiques profondes, il révèle aussi l'inopérance croissante des systèmes éducatifs à enrayer ces difficultés.

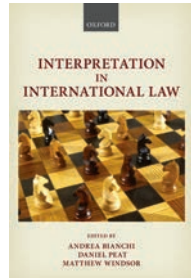
Par le biais de données très documentées, cet ouvrage a ceci d'intéressant qu'il compare les performances de divers programmes d'éducation, de formation et de prévention proposés aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes dans plusieurs pays d'Europe ainsi qu'aux États-Unis. Car si ce sont les jeunes qui sont principalement concernés par ce phénomène, cela s'explique, pour les auteurs, par le fait qu'ils manquent de compétences et de formations. Autrement dit, ce chômage trouve sa cause dans l'inadéquation entre l'offre de compétences proposée par les demandeurs d'emploi et les attentes des entreprises. Parallèlement à cette démonstration, Kramarz et Viarengo en profitent pour mettre en évidence que ce sont

les petites entreprises nouvellement créées qui participent à la dynamique de création d'emplois et que les rigidités du marché de l'emploi les affectent plus lourdement.

S'appuyant sur une approche coûts/bénéfices, les auteurs montrent également que ce chômage génère un coût social élevé pour les États, ce qui justifie la mise en place de politiques ciblées. Car des exemples de solutions existent. Ainsi, des actions visent à augmenter la durée de l'enseignement scolaire obligatoire ou à retarder le choix d'une orientation dans les filières professionnelles. De même, des politiques publiques ont cherché à mener des stratégies préventives dès la petite enfance pour développer les compétences cognitives et non cognitives des enfants issus des milieux les plus défavorisés. Enfin, ont été engagés des programmes correctifs de formation professionnelle pour les adolescents et jeunes adultes au chômage combinant accompagnement renforcé et acquisition de compétences.



Kramarz, Francis, et Martina Viarengo. *Ni en emploi, ni en formation: des jeunes laissés pour compte*. Coll. Sécuriser l'emploi. Paris: Presses de Sciences Po. 2015. 112 p.



Oxford: Oxford University Press. 2015. 432 p.

INTERPRETATION IN INTERNATIONAL LAW

Edited by Andrea **Bianchi**, Daniel **Peat** and Matthew **Windsor**

International lawyers have long recognised the importance of interpretation to their academic discipline and professional practice. As new insights on interpretation abound in other fields, international law and international lawyers have largely remained wedded to a rule-based approach, focusing almost exclusively on the Vienna Convention on the Law of Treaties. Such an approach neglects interpretation as a distinct and broader field of theoretical inquiry.

Interpretation in International Law brings international legal scholars together to engage in sustained reflection on the theme of interpretation. The book is creatively structured around the metaphor of the game, which captures and illuminates the constituent elements of an act of interpretation. The object of the game of interpretation is to persuade the audience that one's interpretation of the law is correct. The rules of play are known and complied with by the players, even though much is left to their skills and strategies. There is also a meta-discourse about the game of interpretation – “playing the game of game-playing” – which involves consideration of the nature of the game, its underlying stakes, and who gets to decide by what rules one should play.



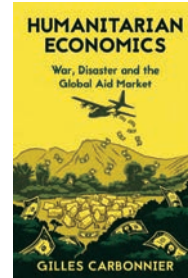
Cambridge: Cambridge University Press. April 2016.

TARGETED SANCTIONS THE IMPACTS AND EFFECTIVENESS OF UNITED NATIONS ACTION

Edited by Thomas J. **Biersteker**, Sue E. **Eckert** and Marcos **Tourinho**

International sanctions have become the instrument of choice for policymakers dealing with a variety of different challenges to international peace and security. This is the first comprehensive and systematic analysis of all the targeted sanctions regimes imposed by the United Nations since the end of the Cold War. Drawing on the collaboration of more than fifty scholars and policy practitioners from across the globe (the Targeted Sanctions Consortium), the book analyses two new databases, one qualitative and one quantitative, to assess the different purposes of UN targeted sanctions, the Security Council dynamics behind their design, the relationship of sanctions with other policy instruments, implementation challenges, diverse impacts, unintended consequences, policy effectiveness, and institutional learning within the UN.

“I have long believed that sanctions are a blunt instrument of international security policy. This timely book provides a comprehensive review of UN sanctions and raises important questions about their effectiveness. I hope that policymakers will review the valuable lessons of experience put forward in this book when they consider any future sanctions regimes.” – Kofi Annan



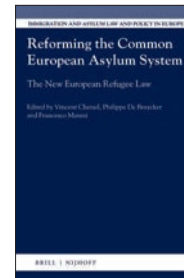
London and New York: Hurst and Oxford University Press. March 2016. 292 p.

HUMANITARIAN ECONOMICS WAR, DISASTER AND THE GLOBAL AID MARKET

Gilles **Carbonnier**

Professor Carbonnier's book is the first to map out humanitarian economics, defining its parameters, explaining its relevance and convincing us why it matters. It addresses questions such as: How does war and terrorism economics inform humanitarians' negotiations with combatants? What is the influence of economic incentives on the treatment of prisoners and kidnap for ransom? How does foreign aid affect war economies? What do catastrophe bonds and risk-linked securities hold for disaster risk reduction? More broadly, how are emotions and altruism incorporated within a rational-choice framework?

Addressing such questions, the book highlights how humanitarian economics enhances our understanding of humanitarian crises and responses. As more actors enter the humanitarian marketplace, including private firms, Carbonnier's revealing portrayal is especially timely, as is his analysis of the transformative power of crises. Linking theory with practice, this book is intended not only for interested scholars and researchers, but also for policymakers and practitioners.



Series Immigration and Asylum Law and Policy in Europe. Leiden: Brill | Nijhoff. March 2016. 540 p.

REFORMING THE COMMON EUROPEAN ASYLUM SYSTEM THE NEW EUROPEAN REFUGEE LAW

Edited by Vincent **Chetail**, Philippe **De Bruycker** and Francesco **Maiani**

As the result of the abolition of internal borders within the European Union, the latter has established the Common European Asylum System (CEAS) in order to harmonise domestic legislation on refugee protection. Furthering this harmonisation process, the CEAS has lately been amended and the recent Mediterranean crisis has highlighted the need for a truly common response.

Against this background, *Reforming the Common European Asylum System* analyses the changes of the CEAS, the progress achieved and the remaining flaws. It provides a comprehensive and critical account of the recast instruments governing EU asylum law. Contributors are: Hemme Battjes, Céline Bauloz, Ulrike Brandl, Vincent Chetail, Cathryn Costello, Philippe De Bruycker, Madeline Garlick, Elspeth Guild, Emily Hancox, Lyra Jakuleviciene, Francesco Maiani, Barbara Mikołajczyk, Géraldine Ruiz, Lilian Tsourdi, Patricia Van De Peer and Jens Vedsted-Hansen.

This book is the result of a research project carried out by the Graduate Institute's Global Migration Centre and the Academic Network for Legal Studies on Immigration and Asylum in Europe.



Second updated edition. Oxford: Oxford University Press. 2015. 216 p.

HUMAN RIGHTS A VERY SHORT INTRODUCTION

Andrew **Clapham**

In this second, fully updated edition of *Human Rights: A Very Short Introduction*, Professor Andrew Clapham covers the history and philosophy of human rights and details some of the latest developments concerning rights related to torture, arbitrary detention, freedom of expression and discrimination. New issues related to lethal force through the use of drones and the so-called “right to be forgotten” are discussed, and there are new sections on the rights of persons with disabilities. According to the author, “there is sometimes a tendency among those working in international organisations or in international relations to consider human rights merely as ‘aspirations’ or ‘desires’. Human rights today belong to all individuals and not to some future utopia. If those rights are violated, it represents a violation of the law, not the disruption of a dream. Those convicted of genocide or torture go to prison. States found in violation of human rights pay out millions in compensation. Of course there are violations of the law but that does not make the rights themselves imaginary.”

A companion website links to most of the texts discussed in the book:

→ graduateinstitute.ch/clapham-humanrights



New York: Berghahn Books. 2015. 320 p.

SHAPING THE TRANSNATIONAL SPHERE EXPERTS, NETWORKS AND ISSUES FROM THE 1840s TO THE 1930s

Edited by Davide **Rodogno**, Bernhard **Struck** and Jakob **Vogel**

Until recently, the dominance of the nation-state paradigm had resulted in a focus on intergovernmental and diplomatic relations, with consequent underestimation of the significance of transnational social relations to policymaking processes. This book explores the activities of experts' networks or organisations beyond and below national borders in Europe, between the mid-nineteenth century and the early 1930s.

Contributions shed light on how experts had an important role in disseminating reform ideas and practices, which had heavily influenced Europe's social reform movement. These social and cultural actors helped shape a new transnational sphere by creating communities that crossed borders and languages, sharing knowledge and resources, and by participating in special events, congresses and world fairs. This compilation of scholars' contributions also confronts the contradictions and connections between the “transnational consciousness” among European intellectual elites and the rise of nation-state and nationalism in the same historical period.



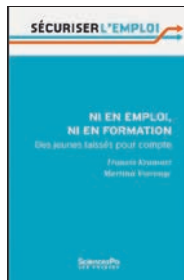
Istanbul: Intifada Yayinlari. November 2015. 328 p.
Translation in Turkish of *Syria's Kurds: History, Politics and Society* (Abingdon: Routledge, 2009).

SURIYE KÜRTLERİ TARİH, SIYASET VE TOPLUM

Jordi **Tejel**

Avoiding an essentialist approach, Jordi Tejel provides a fine, complex and sometimes paradoxical analysis of the articulation between tribal, local, regional and national identities, on the one hand, and the formation of a Kurdish minority awareness vis-à-vis the consolidation of Arab nationalism in Syria, on the other hand.

Using unpublished material, in particular concerning the Mandatory period (French records and Kurdish newspapers), and social movement theory, Tejel analyses the reasons of this “exception” within the Kurdish political sphere. In spite of the exclusion of Kurdishness from the public sphere, especially since 1963, Kurds of Syria have avoided a direct confrontation with the central power, most Kurds opting for a strategy of “dissimulation”, cultivating internally the forms of identity that challenge the official ideology. The book explores the dynamics leading to the consolidation of a Kurdish minority awareness in contemporary Syria, an ongoing process that has ultimately taken the form of radicalisation and even violence.



Coll. Sécuriser l'emploi. Paris: Presses de Sciences Po. 2015. 112 p.

NI EN EMPLOI, NI EN FORMATION DES JEUNES LAISSÉS POUR COMPTE

Martina **Viarengo** et Francis **Kramarz**

Les jeunes désengagés à la fois du monde du travail et du système éducatif représentent 15,7 % des 15-29 ans en Europe. Même si la structure du chômage diffère d'un pays à l'autre, ce chiffre n'est pas seulement le symptôme de difficultés économiques profondes, il révèle l'inopérance croissante des systèmes éducatifs face à ces difficultés.

Parce que le chômage touche davantage les jeunes ayant un faible niveau d'éducation et de compétences, y remédier passe par l'amélioration de l'offre éducative. Cet ouvrage compare les performances de divers programmes proposés aux enfants, aux adolescents et aux jeunes adultes dans plusieurs pays d'Europe ainsi qu'aux États-Unis. Il montre notamment que les mesures visant à élargir et à prolonger l'accès à l'éducation générale ainsi que les programmes d'apprentissage et de prévention proposés dès la petite enfance aux familles défavorisées comptent parmi les plus efficaces pour améliorer l'entrée et le maintien des jeunes sur le marché du travail. (Lire aussi p. 35.)



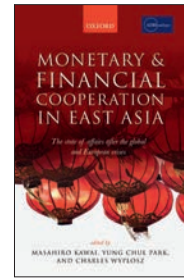
Bruxelles: Bruylant. 2015.

INTRODUCTION AU DROIT INTERNATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

Pierre-Marie **Dupuy** et Jorge E. **Viñuales**

Le droit international de l'environnement est d'un accès difficile du fait de sa technicité et de son extrême diversité. La matière traitée recouvre, en effet, des sujets aussi éloignés l'un de l'autre que l'énergie nucléaire, l'appauvrissement de la couche d'ozone, les changements climatiques, la protection des zones humides ou de la biodiversité, le commerce des espèces en danger, la réglementation des polluants organiques persistants ou des déchets dangereux, et bien d'autres. Cela donne l'impression d'une matière exotique, avec une structure éparse, rendant l'accès à ce domaine et son assimilation très difficiles, en dépit de son importance croissante.

Cet ouvrage vise à présenter de manière succincte, structurellement claire et avec un degré suffisant de technicité, ce domaine de réglementation du droit international. Il tient compte des développements les plus récents dans la discipline et s'adresse aussi bien aux étudiants qu'aux chercheurs et aux praticiens du droit international.



Oxford: Oxford University Press. 2015. xiii + 238 p.

MONETARY AND FINANCIAL COOPERATION IN EAST ASIA THE STATE OF AFFAIRS AFTER THE GLOBAL AND EUROPEAN CRISES

Edited by Charles **Wyplosz**, Masahiro **Kawai** and Yung Chul **Park**

The global financial crisis and the Eurozone crisis have led to a profound rethink in East Asia about the international monetary system and regional monetary and financial integration. After the Asian financial crisis of 1997–98, deeper regional cooperation was seen as the way to avoid reliance on the IMF and the rest of the world. Steps were taken, but they have had limited success because of economic diversity among the countries, regional rivalries and pre-existing deep disagreements. This book presents a collection of essays by scholars from different countries, each describing the vision of their policymakers. The traditional rivalry between China and Japan, the region's largest economies, reveals Chinese confidence in its rising power and growing Japanese doubts about its ability to weigh in on the debate. In different ways, both display a continued interest in regional cooperation. Korea and the ASEAN countries do not wish to choose between the regional powers but remain attached to regional cooperation and integration. They seek pragmatic solutions that recognise the value-chain characteristic of trade and investment.



Oxford: Oxford University Press. 2015. 688 p.

THIRTY YEARS OF ECONOMIC POLICY INSPIRATION FOR DEBATE

Edited by Charles **Wyplosz**

Over the last 30 years, *Economic Policy* has strived to produce policy-relevant and rigorous analyses of the economic challenges of the time. The journal was created to fill a vacuum in Europe where, at that time, few researchers were actively engaging in policy issues and presenting policymakers with analyses that were both rigorous and accessible. In addition, whatever was done then was mostly focusing on individual countries, rarely on Europe's own challenges. Looking back, it is heartening to see that a number of articles have been highly influential, shaping thinking among academic economists and policymakers. This volume brings together key historic articles that still resonate today. It provides academics with important research markers, and also provides students (and their teachers) with a “reader” that demonstrates how the field of economics progresses by responding to challenges of the time. It will also inspire a new generation of students and academics with a recollection of how some of today's leading economists made early contributions.



Besançon: Maison des sciences de l'homme et de l'environnement; Presses Universitaires de Franche-Comté. 2015. 210 p.

FAIRE ET DÉFAIRE DES AFFAIRES EN FAMILLE SOCIOLOGIE DES TRÈS PETITES ENTREPRISES

Sous la direction d'Yvan **Droz** et Dominique **Jacques-Jouvenot**

Dans l'agriculture, le commerce, la restauration, l'artisanat, le chef d'entreprise est aussi un « chef » de famille qui compte sur l'appui de ses membres pour le seconder dans son activité. La création d'une très petite entreprise est ainsi souvent envisagée comme un projet de vie qui concerne plusieurs membres de la cellule familiale; or, l'articulation entre la famille et le travail constitue tant une force qu'une faiblesse pour l'entreprise. L'attachement que lui porte le couple est une force, mais le travail souvent non salarié des femmes, une faiblesse qui fragilise l'entreprise en cas de rupture familiale. Cet ouvrage s'attache notamment au rôle des femmes et aux stratégies des couples pour maintenir une stabilité nécessaire à la poursuite de l'activité commune. Il montre que les ruptures familiales menacent l'entreprise tout au long de son cycle de vie et que les femmes sont engagées tant dans sa réussite que dans son échec: en tant qu'épouses, elles représentent une main-d'œuvre d'ajustement au travail et en tant que mères, elles permettent ou interdisent la transmission de l'entreprise.



Coll. « Genre et développement. Rencontres ». Paris: L'Harmattan. 2015. 300 p.



Collection « Genre et développement. Éclairages ». Paris: L'Harmattan. 2015. 96 p.

UNE ÉCONOMIE SOLIDAIRE PEUT-ELLE ÊTRE FÉMINISTE ? « *HOMO OECONOMICUS, MULIER SOLIDARIA* »

Sous la direction de Christine **Verschuur**, Isabelle **Guérin** et Isabelle **Hillenkamp**

L'économie sociale et solidaire (ESS) occupe un espace croissant, ou du moins plus visible dans des contextes de crise, dans les pratiques sociales, les politiques et les études. Au Nord comme au Sud, des femmes et des hommes se mobilisent pour faire de l'économie autrement. Les pratiques d'économie solidaire privilégient la recherche de la solidarité entre générations et avec les générations futures, au sein des groupes ou entre ceux-ci, entre les territoires, etc. Mais comment expliquer le faible intérêt, dans la littérature sur l'ESS, pour le genre et les théories féministes alors même que les initiatives qui s'inscrivent dans son champ sont fortement genrées et que les femmes y sont souvent surreprésentées? À quelles conditions ces initiatives offrent-elles une chance de réinventer l'économie au service de la justice sociale et de genre? L'économie solidaire peut-elle constituer une source d'émancipation pour les femmes, ou la solidarité ne fait-elle que reproduire les mécanismes de leur propre exploitation? Dans quelle mesure et à quelles conditions l'économie solidaire peut-elle être féministe? Autant de questions que cet ouvrage aborde dans des perspectives, des contextes et des approches disciplinaires variés.

GENRE ET RELIGION: DES RAPPORTS ÉPINEUX ILLUSTRATION À PARTIR DES DÉBATS SUR L'AVORTEMENT

Christine **Verschuur**, Ana **Amuchástegui**, Edith **Flores**, Evelyn **Aldaz** et Jacqueline **Heinen**

L'émancipation des femmes et la défense de leurs droits ont souvent été associées à la laïcité alors que la religion restait liée au maintien de normes conservatrices défavorables à leur émancipation. Les mouvements féministes ont contesté les interventions des institutions religieuses à l'encontre des droits des femmes. Or, on a aussi pu observer que certaines organisations confessionnelles cherchaient à contribuer à des changements sociaux et à se mobiliser en faveur des personnes les plus exclues, y compris les femmes marginalisées. Et, de nos jours, la religion prend une place croissante dans l'espace public où elle est de plus en plus politisée. Les textes rassemblés dans cet ouvrage traitent d'une question où l'opposition entre égalité de genre et religion a toujours été des plus frontales, celle de l'avortement. Une question d'actualité qui revient régulièrement dans les débats politiques à l'heure où le droit à l'avortement, acquis dans certains pays après des années de lutte, peut à tout moment être remis en question.

LES ALUMNI

Portrait

MATTHIAS STIEFFEL

Master in International Relations, 1973
Founder and Vice-chairman of Interpeace

Ever since my exchange year in the USA, in the turbulent years of 1967–68, I have been interested in politics. As a young Swiss, I was both surprised and fascinated by the intensity and violence of US politics, as I witnessed race riots and Vietnam War protests, and got myself involved in a presidential primary campaign. Returning to Switzerland, I landed in the midst of the May 1968 turmoil and promptly involved myself in social and student politics. I quickly learned that real politics was not just about passion and commitment, but also hard work. If I was to succeed, I had to better understand how politics worked at local, national and global levels. I decided to study politics, and enrolled in the Graduate Institute's international relations programme.



I studied at the Institute from 1969 to 1973, and enrolled in the doctoral programme in 1974, after a year of research in Southeast Asia gathering raw material for my thesis on ethnicity and national integration. However, my doctoral studies were interrupted in 1976 by an invitation to join a UN research institute as Assistant Project Director. It was then that I started a 35-year career working in and alongside the UN, working initially on development politics. In the early 1990s, I focused on the new types of conflicts emerging after the end of the Cold War, how to prevent and resolve them, and how to help war-torn societies rebuild stable peace.

In 1994, I set up the UN's War-torn Societies Project, initially a joint UN-Graduate Institute project which later evolved to become Interpeace, a unique partnership between the UN and NGO worlds. With around 350 staff in 20 countries, and an annual budget of over USD 25 million, Interpeace is now one of the largest private peacebuilding organisations in the world.

My studies and work at the Graduate Institute from 1969 to 1976, and later as Deputy Director at PSIS from 1992 to 1995, prepared me in many ways for my subsequent professional career. The Institute offered me a unique interdisciplinary immersion into the study, analysis and practice of political relations. Given the Institute's link to the UN, the ICRC and the Swiss diplomatic service, I learned to practice research in an action-oriented perspective. The student and teaching body, a truly multinational, multidisciplinary and multicultural mix, gave me an important exposure to bright, committed students from around the world, and to exceptional mentors such as Jacques Freymond, Curt Gasteyger and Roy Preiswerk.

Around 40 years since completing my studies at the Graduate Institute, which taught me to understand and respond to complex and interrelated challenges so well, the Institute's multidisciplinary and action-oriented perspectives remain as unique and important as ever.

→ graduateinstitute.ch/alumni

Le Comité de l'Association des anciens est renouvelé

Composé de huit membres, le Comité de l'Association des anciens se caractérise par sa dimension internationale. Élu par l'Assemblée générale, il joue un rôle de conseil stratégique auprès de la direction de l'Institut. Le service Carrière et relations Alumni réalise le plan d'action qui est établi conjointement chaque année.



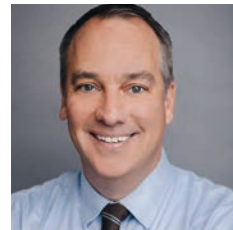
JENNIFER BLANKE, présidente
Doctorat en économie internationale (2005)
Économiste en chef du World Economic Forum (WEF), à Genève



JEAN-LOUIS ROBADEY
Master en relations internationales (1992)
Directeur des relations extérieures de la ClimateWorks Foundation, à San Francisco



PAUL MATHIEU, vice-président
Doctorat en économie internationale (1987)
Conseiller au Bureau du directeur du Département monétaire et des marchés de capitaux du Fonds monétaire international (FMI), à Washington



BRAD RYDER
Master en histoire internationale (2000)
Directeur des affaires générales de Glencore, à Toronto



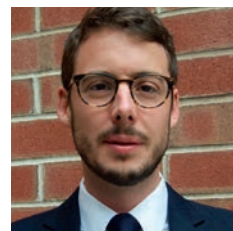
WALTER STRESEMANN, trésorier
Master en économie internationale (1991)
Directeur général de Vistra Geneva SA, à Genève



FRÉDÉRIQUE SANTERRE
Doctorat en science politique (2004)
Directrice mondiale d'Access to Health chez Merck, à Genève



NATALIE AFRICA
Master en histoire internationale (1992)
Directrice senior du Private Sector Engagement de la Fondation des Nations Unies, à New York



JASON SHELLABY
Master en affaires internationales (2008)
Directeur adjoint de Village Health Works, à New York

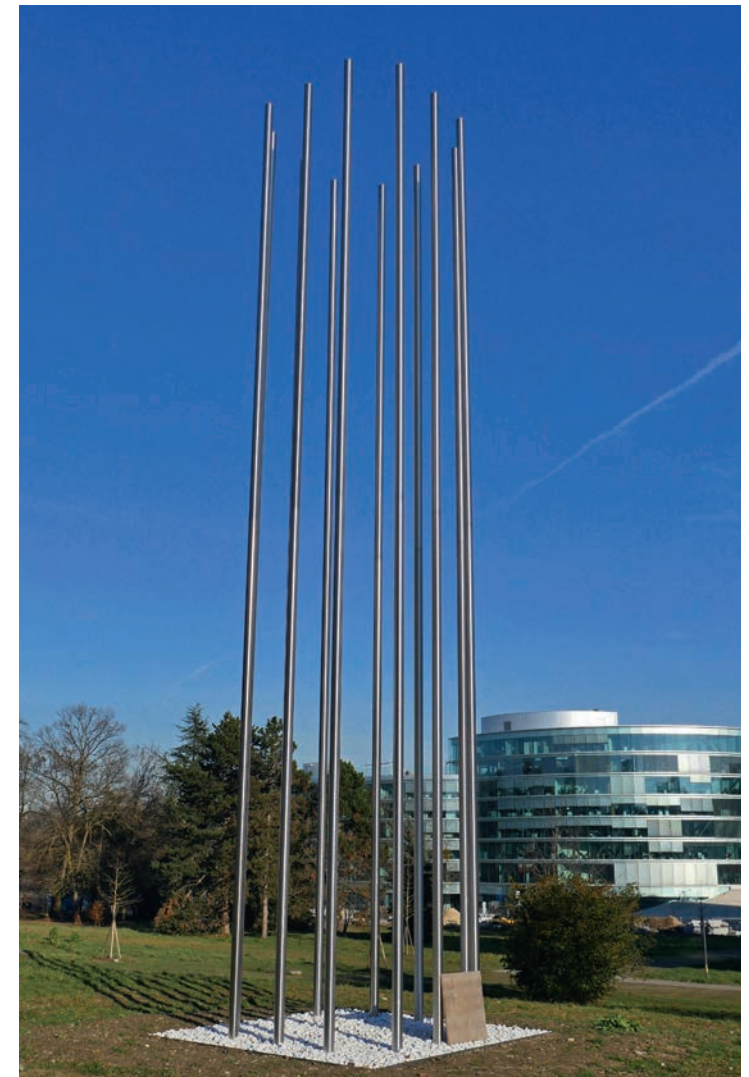
A Great Life Lesson from Nelson Mandela

Jacques **Moreillon**

PhD in Political Science (1971), former Director General of the International Committee of the Red Cross

Jacques Moreillon was the guest speaker at the 2015 Graduation Ceremony, where he told students about his encounters with Nelson Mandela in his prison on Robben Island, while he was working as a delegate of the ICRC:

It was 1 June 1974 and the place was Robben Island prison, in Nelson Mandela's cell. This was my fourth "interview without witness" as the ICRC calls the private talks of its delegates with the prisoners whom we visit in their place of detention. My fourth interview since my first visit, in May 1973, to the Island and to "Madiba". A certain degree of confidence had thus been created and the prisoner showed me a letter from his wife that had been censored in a very nasty way by the prison official in charge of censorship. Censorship of mail is normal in all prisons, but it can be done in a sadistic manner that gives a double – or doubtful – meaning to some key sentences. This had been the case and – as it was not the first time – I could not resist saying: "I am amazed at the equanimity with which you take this, Nelson. If I were you, I think I would hate the man!" That may not have been the most neutral and Red Cross-like sentence in history, but it did provoke a truly historical answer: "Oh! No, Jacques. Hating serves no purpose. It is a self-defeating feeling, for it only hurts the one who hates and not the one who is hated."



Hating Only Harms the Hater, by Léonard de Muralt, student of HEAD – Geneva University of Art and Design, winner of the competition launched by the Canton of Geneva in tribute to Nelson Mandela.

And this was a fully "thought-through" conviction. Proof of it was given to me on 27 August 1990 in Oslo, at a Nobel Peace Prize meeting on "The Anatomy of Hate" organised by Elie Wiesel and Prime Minister Brundtland. Mandela was there, a free man but not yet President. The then President of the Red Cross of Zimbabwe, Dr Byron Hove, said: "I am impressed, Madiba! There seems to be no hate in you.

I was imprisoned for six months and whenever I think of it, hate burns right through me. And yet, you were jailed for 27 years and I only six months!" And Madiba answered: "Hating only harms the hater. It is better to keep one's energy for the struggle, rather than lose it by hating."



Editeur: Institut de hautes études internationales et du développement
CP 136 – CH-1211 Genève 21 | Tél.: +41 22 908 57 00 | graduateinstitute.ch

Responsable d'édition: Sophie Fleury, sophie.fleury@graduateinstitute.ch

Crédits photographiques:

Couverture: View of European Commission in Brussels, 8 January 2016. AFP/
PICTURE ALLIANCE/DPA/Winfried ROTHERMEL.

Yale University © YALE UNIVERSITY (p. 3). Gérald SCIBOZ (p. 5). Jean-David
CURCHOD (pp. 6-7, 43). Edgardo Amato (p. 8). © Julien RICHARD, Fondation
pour Genève (p. 28). Éric ROSET (p. 29).

Impression: Juillerat Chervet

© The Graduate Institute, Geneva, March 2016 | **ISSN:** 1662-8497



La grande salle

MAISON DE LA PAIX

CENTRE INTERNATIONAL DE RÉUNIONS

Installé dans la Maison de la paix, située au cœur de la Genève internationale, le centre international de réunions accueille, avec un haut niveau de confort et de prestations, des groupes de 12 à 140 personnes pour des assemblées générales, des groupes d'experts, des audiences d'arbitrage ou des négociations diplomatiques.

Le centre offre deux espaces séparés: une grande salle de 288 m² pouvant recevoir de 30 à 140 personnes et quatre salles plus petites pouvant recevoir de 12 à 30 personnes. Il possède un accès direct au Restaurant de la Maison de la paix, dont la terrasse offre une vue panoramique sur Genève, le lac Léman et les Alpes.



Les quatre salles de réunions

Chemin Eugène-Rigot 2E, 1202 Genève
Contact et réservations

➔ events@graduateinstitute.ch